

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2022/207075]

Extrait de l'arrêt n° 163/2022 du 8 décembre 2022

Numéro du rôle : 7871

En cause : la demande de suspension de l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 « portant assentiment aux actes internationaux suivants : 1) la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de l'Inde d'entraide judiciaire en matière pénale, faite à Bruxelles le 16 septembre 2021, et 2) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 3) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'extradition, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 4) le Traité entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022, et 5) le Protocole du 22 novembre 2017 portant amendement au Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, signé le 7 avril 2022 à Strasbourg », introduite par Farzin Hashemi et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, E. Bribosia et W. Verrijdt, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 3 octobre 2022 et parvenue au greffe le 5 octobre 2022, une demande de suspension de l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 « portant assentiment aux actes internationaux suivants : 1) la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de l'Inde d'entraide judiciaire en matière pénale, faite à Bruxelles le 16 septembre 2021, et 2) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 3) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'extradition, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 4) le Traité entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022, et 5) le Protocole du 22 novembre 2017 portant amendement au Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, signé le 7 avril 2022 à Strasbourg » (publiée au *Moniteur belge* du 4 novembre 2022, deuxième édition), a été introduite par Farzin Hashemi, Maryam Rajavi, Ahmed Ghozali, Sid Alaoddin Jalalifard, Giulio Terzi Di Sant'Agata, Robert G. Torricelli, Javad Dabiran, Tahar Boumedra, Linda Chavez, Ingrid Betancourt et l'association de droit français « Le Conseil national de la Résistance iranienne », assistés et représentés par Me F. Tulkens et Me J. Renaux, avocats au barreau de Bruxelles.

Par la même requête, les parties requérantes demandent également l'annulation de la même disposition légale.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition législative attaquée et à son contexte législatif

B.1.1. L'article 1^{er} de la loi du 23 mai 1990 « sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté » (ci-après : la loi du 23 mai 1990), dispose :

« Le Gouvernement peut, en exécution des conventions et traités conclus avec les États étrangers sur la base de la réciprocité, accorder le transfèrement de toute personne condamnée et détenue en Belgique vers l'État étranger dont elle est le ressortissant ou accepter le transfèrement vers la Belgique de tout ressortissant belge condamné et détenu à l'étranger, pour autant toutefois :

1° que le jugement prononçant condamnation soit définitif;

2° que le fait qui est à la base de la condamnation constitue également une infraction au regard de la loi belge et de la loi étrangère;

3° que la personne détenue consente au transfèrement.

Au sens de la présente loi, le terme de ' condamnation ' vise toute peine ou toute mesure privative de liberté prononcée par une juridiction pénale en complément ou en substitution d'une peine ».

B.1.2. L'article 4 de la loi du 23 mai 1990 dispose :

« Lorsqu'en application d'une convention ou d'un traité international, une demande est adressée à l'État belge ou par l'État belge en vue de transférer une personne condamnée et détenue en Belgique vers l'État étranger dont elle est le ressortissant, cette personne est entendue par le procureur du Roi près le tribunal du lieu de détention, qui l'informe de cette demande et des conséquences qui découleraient du transfèrement.

Elle est assistée d'un conseil, soit lorsqu'elle le demande, soit lorsque le procureur du Roi l'estime nécessaire compte tenu de l'état mental ou de l'âge du détenu ».

B.1.3. L'article 5 de la loi du 23 mai 1990 dispose :

« Le consentement est irrévocable pendant une période de 90 jours à dater de celui de la comparution.

Si le transfèrement n'a pas eu lieu à l'expiration de ce délai, le condamné peut librement révoquer son consentement, par lettre adressée au directeur de l'établissement pénitentiaire, jusqu'au jour où lui est notifiée la date du transfèrement ».

B.1.4. L'article 27 de la loi du 23 mai 1990, tel qu'il a été inséré par l'article 20 de la loi du 26 mai 2005, dispose :

« Les peines ou mesures privatives de liberté dont l'exécution a été transférée à un État étranger ne peuvent plus être exécutées en Belgique, sauf si l'État étranger communique que l'exécution est refusée ou est impossible ».

B.2. L'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 « portant assentiment aux actes internationaux suivants : 1) la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de l'Inde d'entraide judiciaire en matière pénale, faite à Bruxelles le 16 septembre 2021, et 2) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 3) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'extradition, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 4) le Traité entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022, et 5) le Protocole du 22 novembre 2017 portant amendement au Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, signé le 7 avril 2022 à Strasbourg » (ci-après : la loi du 30 juillet 2022) dispose :

« Le Traité entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022, sortira son plein et entier effet ».

B.3.1. Le contrôle de constitutionnalité d'une loi d'assentiment à un traité international ne peut être utile que s'il tient compte du contenu des dispositions pertinentes de ce traité.

B.3.2. Le Traité entre le Royaume de Belgique (ci-après : la Belgique) et la République islamique d'Iran (ci-après : l'Iran) sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022 (ci-après : le traité du 11 mars 2022), dispose :

« ARTICLE 1 - Définitions

Aux fins du présent Traité, l'expression :

1. ' condamnation ' désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un tribunal pour une durée limitée ou indéterminée en raison d'une infraction pénale;

2. ' jugement ' désigne une décision de justice prononçant une condamnation;

3. ' État de condamnation ' désigne l'État où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a été;

4. ' État d'exécution ' désigne l'État vers lequel la personne condamnée peut être transférée ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation;

5. ' personne condamnée ' désigne une personne qui a été condamnée en vertu d'un jugement rendu par les tribunaux de l'une des Parties à une peine d'emprisonnement ou de privation de liberté pour avoir commis une infraction pénale;

6. Par ' donnée ', on entend toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable.

ARTICLE 2 - Autorités centrales

Aux fins de la mise en œuvre du présent Traité, les Parties désignent une Autorité centrale :

a. Dans le cas de la République islamique d'Iran, l'Autorité centrale est le ministère de la Justice;

b. Dans le cas de la Belgique, l'Autorité centrale est le Service Public Fédéral Justice.

ARTICLE 3 - Principes généraux

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par le présent Traité, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes condamnées.

2. Une personne condamnée sur le territoire d'une Partie peut, conformément aux dispositions du présent Traité, être transférée sur le territoire de l'autre Partie pour y subir le reliquat de la condamnation qui lui a été infligée. À cette fin, elle peut exprimer soit auprès de l'État de condamnation, soit auprès de l'État d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu du présent Traité.

3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'État de condamnation, soit par l'État d'exécution.

ARTICLE 4 - Conditions du transfèrement

1. Un transfèrement ne peut avoir lieu aux termes du présent Traité qu'aux conditions suivantes :

a. La personne condamnée doit être un ressortissant de l'État d'exécution;

b. le jugement doit être définitif et exécutoire;

c. la durée de condamnation que la personne condamnée a encore à subir doit être au moins d'un an à la date de réception de la demande de transfèrement, ou indéterminée;

d. la personne condamnée ou, lorsqu'en raison de son âge ou de son état physique ou mental l'un des deux États l'estime nécessaire, son représentant légal doit consentir au transfèrement, sauf dans les cas mentionnés aux articles 8 et 12;

e. les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire; et

f. l'État de condamnation et l'État d'exécution doivent s'être mis d'accord sur ce transfèrement.

2. Dans des cas exceptionnels, les Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de la condamnation que la personne condamnée a encore à subir est inférieure à celle prévue au paragraphe 1.c du présent article.

ARTICLE 5 - Obligation de fournir des informations

1. Toute personne condamnée à laquelle le présent Traité peut s'appliquer doit être informée par l'État de condamnation de la teneur du présent Traité.

2. Si la personne condamnée a exprimé auprès de l'État de condamnation son souhait d'être transférée en vertu du présent Traité, cet État doit en informer l'État d'exécution le plus rapidement possible après que le jugement soit devenu définitif.

3. Ces informations doivent comprendre :

- a. le nom, le nom du père, la nationalité, la date et le lieu de naissance de la personne condamnée;
- b. le cas échéant, son adresse dans l'État d'exécution;
- c. un exposé des faits ayant entraîné la condamnation;
- d. la nature, la durée et la date de début de la condamnation.

4. Si la personne condamnée a exprimé auprès de l'État d'exécution le souhait d'être transféré en vertu du présent Traité, l'État de condamnation communique à ce dernier, à sa demande, les informations visées au paragraphe 3 ci-dessus.

5. La personne condamnée doit être informée par écrit de toute démarche entreprise par l'État de condamnation ou d'exécution en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux États au sujet d'une demande de transfèrement.

ARTICLE 6 - Demandes et réponses

1. La demande de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit.

2. L'État requis doit informer l'État requérant, dans les plus brefs délais, de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

3. Toutes les communications entre les Parties doivent être faites par écrit et envoyées par la voie diplomatique.

ARTICLE 7 - Pièces à l'appui

1. L'État d'exécution doit, sur demande de l'État de condamnation, fournir à ce dernier :

- a. un document ou une déclaration indiquant que la personne condamnée est ressortissante de cet État;
- b. une copie des dispositions légales de l'État d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire;

2. Si un transfèrement est demandé, l'État de condamnation doit fournir les documents suivants à l'État d'exécution, à moins que l'un ou l'autre des États ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au transfèrement :

- a. une copie certifiée conforme du jugement et des dispositions légales appliquées;
- b. l'indication de la durée de la peine déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation;
- c. en dehors des cas mentionnés aux articles 8 et 12, une déclaration constatant le consentement au transfèrement visé à l'article 4.1.d.;
- d. un rapport sur le comportement de la personne condamnée pendant sa détention éventuelle; et
- e. chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur la personne condamnée, toute information sur son traitement dans l'État de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'État d'exécution.

3. L'État de condamnation et l'État d'exécution peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

ARTICLE 8 - Consentement et vérification

1. L'État de condamnation veille à ce que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 4.1.d le fasse volontairement et en pleine connaissance des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régie par la loi de l'État de condamnation.

2. L'État de condamnation doit donner à l'État d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un consul ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec l'État d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

ARTICLE 9 - Protection des données

1. Les Parties veillent à ce que les données transférées d'une Partie à l'autre ne soient utilisées qu'aux fins de l'exécution d'une demande, conformément au présent Traité. Aucune donnée ne sera utilisée à d'autres fins, ni transférée à un pays tiers sans l'accord préalable de la Partie qui a transféré les données.

2. Les Parties garantissent l'exactitude des données personnelles transférées en vertu du présent Accord et veillent à ce que des mesures appropriées soient prises pour protéger les données transmises contre la destruction accidentelle ou non autorisée ou la perte accidentelle, ainsi que contre l'accès, la modification ou la diffusion non autorisés.

3. Les données transférées sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, conformément au présent Accord. Les Parties se consultent sur la nécessité de rectifier des données inexactes, incomplètes ou non fiables ou sur le désir ou la nécessité d'effacer des données ou de limiter leur utilisation.

4. Les Parties veillent à ce que les données qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, les données génétiques, les données biométriques ou les données personnelles concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne fassent l'objet de garanties appropriées.

5. La personne condamnée peut recevoir des informations sur les catégories de données transférées et la finalité du transfert de données.

6. La personne condamnée a le droit de déposer une plainte lorsqu'elle estime que ses droits concernant le traitement de ses données sur la base du présent Accord ont été violés.

ARTICLE 10 - Conséquences du transfèrement pour l'État de condamnation

1. La prise en charge de la personne condamnée par les autorités de l'État d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'État de condamnation.

2. L'État de condamnation ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'État d'exécution considère [que] l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

ARTICLE 11 - Conséquences du transfèrement pour l'État d'exécution

1. Les autorités compétentes de l'État d'exécution doivent poursuivre l'exécution de la condamnation soit immédiatement soit sur la base d'une décision judiciaire ou administrative, dans les conditions énoncées à l'article 12.

2. L'exécution de la condamnation est régie par la loi de l'État d'exécution et cet État est seul compétent pour prendre toutes les décisions appropriées.

ARTICLE 12 - Nature et durée de la sanction

1. L'État d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation.

2. Toutefois, si la nature ou la durée de cette sanction est incompatible avec la législation de l'État d'exécution, ou si la législation de cet État l'exige, l'État d'exécution peut, par décision judiciaire ou administrative, adapter cette sanction à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'État de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'État d'exécution.

ARTICLE 13 - Grâce, amnistie, commutation

Chaque Partie peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la condamnation conformément à sa Constitution ou à ses autres dispositions légales.

ARTICLE 14 - Révision du jugement

L'État de condamnation seul a le droit de statuer sur tout recours introduit contre le jugement.

ARTICLE 15 - Cessation de l'exécution

L'État d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'État de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

ARTICLE 16 - Informations concernant l'exécution

L'État d'exécution fournira des informations à l'État de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

- a. lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;
- b. si la personne condamnée s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée;
- c. si l'État de condamnation lui demande un rapport spécial.

[...]

ARTICLE 20 - Règlement des litiges

Tout litige entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Traité sera réglé à l'amiable et par négociation par la voie diplomatique.

ARTICLE 21 - Amendements

Le présent Traité peut être modifié à tout moment d'un commun accord entre les Parties sous forme écrite. Un tel amendement entrera en vigueur selon la même procédure que celle applicable à l'entrée en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 22 - Clauses finales

1. Le présent Traité est soumis à ratification et entre en vigueur pour une durée illimitée trente jours après l'échange des instruments de ratification par voie diplomatique.

2. Le présent Traité est également applicable à l'exécution des condamnations prononcées avant son entrée en vigueur.

3. Sans préjudice des procédures en cours, l'une ou l'autre des Parties peut dénoncer le présent Traité à tout moment en envoyant une notification écrite à l'autre Partie par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

4. La dénonciation du présent Traité n'affectera pas les demandes de transfèrement qui ont été présentées avant sa dénonciation ».

Quant à la recevabilité de la demande de suspension

B.4. La demande de suspension étant subordonnée au recours en annulation, la recevabilité de celui-ci doit être vérifiée dès l'examen de la demande de suspension.

En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes

B.5. L'article 142, alinéa 3, de la Constitution et l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être directement et défavorablement affectée par la norme attaquée; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

B.6. Il ressort d'un jugement passé en force de chose jugée qui a été rendu le 4 février 2021 par le tribunal correctionnel d'Anvers, et qui est produit par les parties requérantes, que celles-ci ont introduit une action civile contre Assaddollah Assadi, une personne de nationalité iranienne qui, par ce jugement, a été définitivement condamnée à une peine de prison de vingt ans ainsi qu'à réparer le dommage moral causé aux parties requérantes par la tentative d'attentat terroriste qu'elle a commise.

Les dix premières parties requérantes, qui sont des personnes physiques, ont dès lors la qualité de victime au sens de l'article 2, 6^o, de la loi du 17 mai 2006 « relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine » (ci-après : la loi du 17 mai 2006).

B.7.1. La victime au sens de cette loi doit être informée de l'octroi au condamné concerné d'une première permission de sortie afin de préparer sa réinsertion sociale au cours des deux années précédant la date d'admissibilité à sa libération conditionnelle, d'un premier congé pénitentiaire ou d'un placement en maison de transition et, le cas échéant, des conditions de cet octroi qui ont été fixées dans l'intérêt de la victime (article 10, § 2, alinéa 4, de la loi du 17 mai 2006, tel qu'il a été modifié par l'article 43 de la loi du 30 juillet 2022 « visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme II »).

La même victime doit aussi être informée de l'octroi d'une interruption de l'exécution de la peine (article 17, § 2, alinéa 2, de la loi du 17 mai 2006) et de la remise en liberté du condamné détenu qui est motivée par le fait que ce dernier a purgé toute sa peine (article 20/2 de la loi du 17 mai 2006, inséré par l'article 12 de la loi du 15 décembre 2013 « portant diverses dispositions en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine »).

B.7.2. En outre, une permission de sortie, un congé pénitentiaire, un placement en maison de transition ou l'interruption de l'exécution de la peine ne peut être accordé, par le ministre ou son délégué, sans tenir compte du risque que le condamné importune sa victime (articles 5, 2^o, 7, 2^o, et 16 de la loi du 17 mai 2006; article 9/3, § 1^{er}, 3^o, de la même loi, tel qu'il a été inséré par l'article 71 de la loi du 11 juillet 2018 « portant des diverses dispositions en matière pénale »).

B.7.3. Avant d'octroyer à une personne condamnée à une peine privative de liberté de vingt ans une mesure de « détention limitée », de « surveillance électronique » ou de « libération conditionnelle », le tribunal de l'application des peines doit aussi tenir compte du « risque que le condamné importune les victimes », de l'« attitude du condamné à l'égard des victimes des infractions qui ont donné lieu à sa condamnation » et des « efforts consentis par le condamné pour indemniser la partie civile, compte tenu de la situation patrimoniale du condamné telle qu'elle a évolué par son fait depuis la perpétration des faits pour lesquels il a été condamné » (article 47, § 1^{er}, 3^o, 4^o et 6^o, de la loi du 17 mai 2006, tel qu'il a été modifié par l'article 159, 1^o, de la loi du 5 février 2016 « modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice »).

Toute décision de « mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise » ne peut être prise par ce tribunal sans tenir compte du « risque que le condamné importune les victimes » et des « efforts fournis par le condamné pour indemniser les parties civiles » (article 47, § 2, 3^o et 4^o, de la loi du 17 mai 2006).

La victime a le droit d'être entendue par le tribunal de l'application des peines à propos des « conditions particulières » qui, « dans son intérêt », doivent assortir les mesures précitées. Elle peut présenter ses observations, entre autres, sur les conditions que le ministère public et, le cas échéant, le fonctionnaire compétent de l'administration pénitentiaire ont formulées au préalable dans l'intérêt de la victime (article 53, alinéas 2 et 3, de la loi du 17 mai 2006, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi du 15 décembre 2013 « portant diverses dispositions en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine »).

B.8.1. Le traité du 11 mars 2022 permet au Gouvernement d'accorder le transfèrement d'une personne de nationalité iranienne qui est détenue en Belgique après avoir été condamnées par un tribunal belge (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2784/003, p. 10), aux conditions énoncées dans ce traité ainsi que dans la loi du 23 mai 1990.

Si un tel transfèrement a lieu, l'exécution de la condamnation de cette personne sera régie par la loi iranienne et l'Iran sera seul compétent pour prendre toutes les décisions appropriées (article 11, paragraphe 2, du traité du 11 mars 2022). La loi du 17 mai 2006, qui détermine les modalités d'exécution des peines privatives de liberté, ne sera dès lors plus applicable, de sorte que les parties requérantes ne pourront plus invoquer les droits précités que cette loi leur reconnaît, ni bénéficier des règles établies dans leur intérêt que cette loi énonce.

B.8.2. Aucune des parties devant la Cour n'indique que la loi iranienne donne aux victimes des droits analogues ou contient des règles de protection similaires.

B.9. Il apparaît donc, à ce stade de la procédure, que l'assentiment au traité du 11 mars 2022 par l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 pourrait affecter directement et défavorablement la situation des dix premières parties requérantes.

Leur intérêt à demander l'annulation - et donc la suspension - de cette disposition législative est par conséquent établi.

B.10. Il n'est pas nécessaire d'examiner l'intérêt de la onzième partie requérante.

En ce qui concerne l'intérêt à intervenir d'Olivier Vandecasteele

B.11.1. Justifie d'un intérêt à intervenir dans la procédure, la personne qui montre que sa situation peut être directement affectée par l'arrêt que la Cour est appelée à rendre à propos de la demande de suspension.

B.11.2. Olivier Vandecasteele, ressortissant belge détenu en Iran depuis février 2022 pour un motif inconnu tant de lui-même que des autorités belges, fait valoir, sans être contredit sur ce point ni par les parties requérantes ni par le Conseil des ministres, que la suspension de la loi attaquée pourrait avoir un effet direct et défavorable sur sa situation actuelle. Il a par conséquent intérêt à intervenir dans la procédure de suspension.

Quant à la réunion des conditions de la suspension

B.12. Aux termes de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, deux conditions doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'application immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

En ce qui concerne l'existence d'un moyen sérieux

B.13. Un moyen n'est sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 que s'il revêt une apparence de fondement au terme d'un premier examen des éléments dont la Cour dispose à ce stade de la procédure.

B.14. Lorsqu'elle examine le contenu d'un traité, la Cour tient compte du fait qu'il ne s'agit pas d'un acte de souveraineté unilatéral, mais d'une norme conventionnelle par laquelle la Belgique a pris un engagement de droit international à l'égard d'au moins un autre État.

B.15. En l'espèce, le premier moyen est notamment pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il ressort des développements de ce moyen que les parties requérantes soutiennent que, en tant qu'il autorise le Gouvernement belge à transférer en Iran une personne condamnée par les cours et tribunaux pour avoir commis, avec le soutien de l'Iran, une infraction terroriste qui a attenté à la vie d'autres personnes, l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 viole le droit à la vie de ces dernières personnes.

B.16.1. L'article 2, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

«Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi ».

B.16.2. Le droit de toute personne à la vie est l'une des valeurs fondamentales des États démocratiques qui forment le Conseil de l'Europe. Ce droit oblige chaque État à prendre les mesures nécessaires à la protection de la vie des personnes relevant de sa juridiction (CEDH, grande chambre, 31 janvier 2019, *Fernandes de Oliveira c. Portugal*, § 104; 26 mai 2020, *Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie*, §§ 109-110). Cette obligation de protection vaut notamment à l'égard des personnes qui ont été confrontées à un risque imminent pour leur vie, même si elles n'ont pas été blessées (CEDH, 26 mai 2020, *Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie*, §§ 89-94) et implique aussi que l'autorité compétente mène une enquête effective en cas d'éventuelle violation du droit à la vie (CEDH, grande chambre, 26 mai 2014, *Marguš c. Croatie*, §§ 125 et 127; 26 mai 2020, *Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie*, § 154).

B.16.3. L'exigence d'effectivité de l'enquête pénale découlant de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme peut aussi être interprétée comme une obligation pour les États d'exécuter sans délai leurs jugements définitifs. C'est le cas parce que l'exécution d'une peine qui est infligée dans le cadre du droit à la vie doit être considérée comme faisant partie intégrante de l'obligation procédurale de l'État en vertu de cet article (CEDH, 13 octobre 2016, *Kitanovska Stanojkovic et autres c. « l'ex-République yougoslave de Macédoine »*, § 32).

Lorsque la personne qui est condamnée à cette peine est non ressortissante de cet État et que cet État accepte que cette personne soit transférée vers son pays d'origine pour y purger sa peine d'emprisonnement, en exécution d'un traité international qui lie les deux États, l'État de condamnation doit protéger, dans le cadre de la procédure de transfèrement, le droit à la vie des personnes qui sont affectées par l'infraction commise (CEDH, 26 mai 2020, *Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie*, §§ 195-197).

Quand un fonctionnaire d'un État est condamné pour un crime qui viole le droit à la vie, l'octroi ultérieur de l'amnistie ou de la grâce ne peut guère être considéré comme servant l'objectif d'une sanction adéquate. Les États doivent, au contraire, lorsqu'ils punissent leurs fonctionnaires pour des crimes qui ont sérieusement menacé la vie, être plus sévères. Dans de telles situations, ce n'est pas seulement la responsabilité pénale individuelle des auteurs qui est en cause, mais aussi le devoir de l'État de lutter contre le sentiment d'impunité dont les auteurs pourraient penser jouir en raison de leur fonction (CEDH, 26 mai 2020, *Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie*, § 157).

B.17. Aux termes de l'article 2, e), de la résolution 1373 (2001) adoptée le 28 septembre 2001 par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, tous les États doivent « veiller à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apportent un appui soient traduites en justice, à ce que, outre les mesures qui pourraient être prises contre ces personnes, ces actes de terrorisme soient érigés en infractions graves dans la législation et la réglementation nationales et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes ».

Cette obligation découle entre autres du constat que « tout acte de terrorisme international, constitue [...] une menace à la paix et à la sécurité internationales » (préambule de la résolution 1373 (2001)).

B.18.1. En application du traité du 11 mars 2022, l'État où a été condamnée une personne (« État de condamnation ») peut transférer celle-ci vers l'autre État (« État d'exécution ») « afin d'y subir sa condamnation ». C'est « pour y subir le reliquat de la condamnation qui lui a été infligée » que la personne condamnée sur le territoire de l'État de condamnation peut être transférée sur le territoire de l'État d'exécution (articles 1^{er}, point 3, 1^{er}, point 4, et 3, paragraphe 2, du traité du 11 mars 2022).

Ce traité précise que les autorités compétentes de l'État d'exécution « doivent poursuivre l'exécution de la condamnation » (article 11, paragraphe 1), que cet État est en principe « lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation » (article 12, paragraphe 1), et qu'une éventuelle adaptation de cette sanction doit « autant que possible » correspondre à la peine infligée par la condamnation à exécuter (article 12, paragraphe 2). Il ressort aussi de ce traité que seul l'État de condamnation peut réviser le jugement de condamnation (article 14).

B.18.2. Le traité du 11 mars 2022 confirme cependant le droit de l'État d'exécution d'accorder à la personne transférée depuis l'État de condamnation la grâce, l'amnistie ou la commutation de sa condamnation conformément à ses lois (article 13).

B.18.3. Il résulte de ce qui précède qu'il ne peut être exclu qu'une décision de grâce ou d'amnistie de l'État d'exécution mène effectivement à la non-exécution de cette peine.

B.19. Chaque transfèrement vers l'Iran d'une personne condamnée en Belgique nécessite l'accord exprès de ces deux États (articles 4, paragraphe 1, f), 6, paragraphe 2, et 7, paragraphe 2, du traité du 11 mars 2022).

Ce transfèrement ne peut avoir lieu que si cette personne y a consenti (articles 4, paragraphe 1, d), 7, paragraphe 2, c), et 8 du même traité; article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, et articles 4 et 5 de la loi du 23 mai 1990).

B.20.1. Lors des travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2022, le ministre compétent a déclaré que l'Iran a recours à des « pratiques » condamnables tels que des enlèvements, des « détentions illégales » ou des actes terroristes (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2784/003, p. 12), que l'Iran est un « régime autoritaire » et dictatorial qui n'a « aucune ligne éthique ou morale », qui « fait la promotion du terrorisme » (*ibid.*, pp. 39-40, 50) et qui n'est pas un membre responsable de la communauté internationale (*ibid.*, p. 54).

B.20.2. Il ressort du dossier des parties requérantes que, par un jugement du 4 février 2021, le tribunal correctionnel d'Anvers a condamné Assaddollah Assadi, un fonctionnaire diplomatique de nationalité iranienne, pour avoir commis, avec d'autres personnes, une infraction terroriste qui a attenté à la vie d'autrui. Il ressort de cette même décision judiciaire que cette personne a été arrêtée le 1^{er} juillet 2018 dans le cadre de l'instruction pénale à l'origine de cette condamnation. Selon un arrêt de la Cour d'appel d'Anvers du 10 mai 2022, qui figure aussi au dossier des parties requérantes, ce condamné s'est désisté de l'appel qu'il avait initialement interjeté contre le jugement du 4 février 2021.

Il ressort tant de ce jugement que de l'arrêt du 10 mai 2022 que c'est en tant qu'agent des services étatiques iraniens du renseignement et de la sécurité que cette personne a commis l'infraction terroriste pour laquelle elle a été condamnée.

En outre, par la décision (PESC) 2022/152 du 3 février 2022 « portant mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2021/1192 », le Conseil de l'Union européenne a inscrit Assaddollah Assadi sur la liste des personnes impliquées dans des actes terroristes.

Lors des travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2022, le ministre compétent a déclaré que, dès l'arrestation de ce fonctionnaire diplomatique, l'Iran a exercé des pressions sur la Belgique (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, DOC 55-2784/003, p. 53).

B.20.3. Lors des travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2022, le ministre compétent a aussi déclaré qu'il était peu probable que les personnes de nationalité iranienne qui ont été condamnées et emprisonnées en Belgique en raison de « faits de droit commun » consentent à un transfèrement vers leur État d'origine (*ibid.*, p. 40).

B.21. Au vu de ce qui précède, la Belgique sait ou doit savoir que si, en exécution du traité du 11 mars 2022, l'Iran et celle-ci s'accordent sur le transfèrement sur le territoire de l'Iran d'une personne de nationalité iranienne qui a été condamnée par les cours et tribunaux belges pour avoir commis, avec le soutien de l'Iran, une infraction terroriste en vue d'attenter à la vie d'autrui, l'Iran n'exécutera pas effectivement cette peine, en application de l'article 13 de ce traité.

B.22. Au terme d'un premier examen, en tant qu'il permet le transfèrement vers l'Iran d'une personne qui a été condamnée par les cours et tribunaux pour avoir commis, avec le soutien de l'Iran, une infraction terroriste, le traité du 11 mars 2022 auquel l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 porte assentiment semble violer le droit à la vie, tel qu'il est reconnu par l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.23. Le premier moyen est sérieux.

En ce qui concerne le risque de préjudice grave difficilement réparable que l'application immédiate de la loi pourrait causer

B.24.1. La suspension par la Cour d'une disposition législative doit permettre d'éviter que l'application immédiate de celle-ci cause à la partie requérante un préjudice grave, qui ne pourrait être réparé ou qui pourrait difficilement l'être en cas d'annulation de cette disposition.

B.24.2. Il ressort de l'article 22 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 que, pour satisfaire à la seconde condition énoncée en B.12, la personne qui forme une demande de suspension doit exposer, dans sa requête, des faits concrets et précis qui prouvent à suffisance que l'application immédiate de la disposition législative dont elle demande l'annulation risque de lui causer un préjudice grave difficilement réparable.

Cette personne doit notamment faire la démonstration de l'existence du risque de préjudice, de sa gravité et de son lien avec l'application des dispositions législatives attaquées.

B.25.1. Comme il est dit en B.6 et B.7, les dix premières parties requérantes disposent de divers droits et de diverses garanties en rapport avec l'exécution de la peine d'une personne de nationalité iranienne.

Il ressort d'un premier examen du dossier que cette dernière personne pourrait remplir les conditions d'un transfèrement énoncées à l'article 4, paragraphe 1, du traité du 11 mars 2022, auquel l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 porte assentiment, ainsi qu'à l'article 1^{er} de la loi du 23 mai 1990.

B.25.2. Comme il est dit en B.8, le transfèrement en Iran de cette personne en application du traité du 11 mars 2022 aurait pour effet de faire perdre ces droits et garanties à ces parties requérantes.

Comme il est dit en B.21 et B.22, la possibilité de transférer vers l'Iran une personne qui a été condamnée par les cours et tribunaux pour avoir, avec le soutien de l'Iran, commis une infraction terroriste en vue d'attenter à la vie d'autres personnes constitue en outre une atteinte au droit à la vie de ces personnes. La nature de cette mesure a pour effet que cette atteinte ne peut être réparée.

Cette perte et cette atteinte au droit à la vie constitueraient pour ces personnes un préjudice grave difficilement réparable résultant de l'application dudit traité, auquel la disposition législative attaquée porte assentiment.

B.26.1. Aux termes de l'article 22, paragraphe 1, du traité du 11 mars 2022, celui-ci entrera en vigueur trente jours après « l'échange des instruments de ratification par voie diplomatique ».

B.26.2. Une fois le traité du 11 mars 2022 entré en vigueur, l'éventuel transfèrement de la personne visée en B.25.1 ne peut avoir lieu que lorsque toutes les étapes de la procédure décrites par les articles 3 à 8 de ce traité ainsi que par les articles 4 et 5 de la loi du 23 mai 1990 ont été franchies.

Le Conseil des ministres a, à ce sujet, déposé devant la Cour une circulaire ministérielle « relative au transfèrement étatique de personnes condamnées de la Belgique vers l'étranger » signée en 2001 par le ministre de la Justice, qui détaille la procédure à suivre par les autorités belges compétentes.

Ce traité, cette loi et cette circulaire ne permettent pas à la Cour d'évaluer avec suffisamment de précision le temps qui serait nécessaire pour que toutes les étapes d'une éventuelle procédure de transfèrement de la personne visée en B.25.1 soient franchies.

B.26.3. Il résulte de ce qui précède que la personne visée en B.25.1 pourrait être transférée en Iran en application du traité du 11 mars 2022, auquel l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 porte assentiment, avant que la Cour ait été mise en mesure de se prononcer sur le recours en annulation de cette loi.

Il est donc établi que l'application immédiate de cette loi pourrait causer aux dix premières parties requérantes le préjudice décrit en B.25.2.

B.27. Il y a aussi lieu de relever que ni le traité du 11 mars 2022, ni la loi du 23 mai 1990, ni aucune autre loi ne garantit à ces parties requérantes qu'elles seront informées de l'existence et de l'évolution d'une éventuelle procédure de transfèrement vers l'Iran de la personne visée en B.25.1 ou de l'existence d'une décision belge favorable à ce transfèrement prise en application de cette loi.

Les victimes requérantes dans la présente affaire ne seront donc pas en mesure d'introduire un recours utile contre cette décision, d'autant plus que le Conseil d'État a déjà jugé, à plusieurs reprises, qu'il n'est pas compétent pour connaître d'un recours contre une décision ministérielle de transfèrement prise en application de la loi du 23 mai 1990 (C.É., 14 juin 2010, n° 205.129; 12 janvier 2012, n° 217.205; 14 août 2014, n° 228.202; 25 octobre 2016, n° 236.252).

B.28. Le risque de préjudice grave difficilement réparable que pourrait causer l'application immédiate du traité du 11 mars 2022 auquel l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 porte assentiment est établi.

Quant à la portée de la suspension

B.29. Les dispositions d'un traité international forment un ensemble indissociable.

L'assentiment à un traité international est un acte indivisible par lequel le pouvoir législatif marque son accord sur l'ensemble des dispositions de ce traité.

Dès lors que la Cour estime, pour les motifs indiqués en B.15 à B.22, que le premier moyen est sérieux, et que la preuve d'un risque de préjudice grave et difficilement réparable est rapportée, il y a lieu de suspendre l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 portant assentiment au traité du 11 mars 2022, en tant que ce traité permet le transfèrement vers l'Iran d'une personne qui a été condamnée par les cours et tribunaux pour avoir commis, avec le soutien de l'Iran, une infraction terroriste.

Par ces motifs,

la Cour

suspend l'article 5 de la loi du 30 juillet 2022 « portant assentiment aux actes internationaux suivants : 1) la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de l'Inde d'entraide judiciaire en matière pénale, faite à Bruxelles le 16 septembre 2021, et 2) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 3) le Traité entre le Royaume de Belgique et les Émirats arabes unis sur l'extradition, fait à Abu Dhabi le 9 décembre 2021, et 4) le Traité entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022, et 5) le Protocole du 22 novembre 2017 portant amendement au Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, signé le 7 avril 2022 à Strasbourg », en ce que le traité du 11 mars 2022 entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées permet le transfèrement vers l'Iran d'une personne qui a été condamnée par les cours et tribunaux pour avoir commis, avec le soutien de l'Iran, une infraction terroriste.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 8 décembre 2022.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[2022/207075]

Uittreksel uit arrest nr. 163/2022 van 8 december 2022

Rolnummer 7871

In zake : de vordering tot schorsing van artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 « houdende instemming met de volgende internationale akten : 1) de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek India inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Brussel op 16 september 2021, en 2) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 3) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake uitlevering, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 4) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Iran inzake de overbrenging van veroordeelde personen, gedaan te Brussel op 11 maart 2022, en 5) het Protocol van 22 november 2017 tot wijziging van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag inzake de overbrenging van gevangene personen, ondertekend te Straatsburg op 7 april 2022 », ingesteld door Farzin Hashemi en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, E. Bribosia en W. Verrijdt, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 3 oktober 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 5 oktober 2022, is een vordering tot schorsing ingesteld van artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 « houdende instemming met de volgende internationale akten : 1) de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek India inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Brussel op 16 september 2021, en 2) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 3) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake uitlevering, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 4) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Iran inzake de overbrenging van veroordeelde personen, gedaan te Brussel op 11 maart 2022, en 5) het Protocol van 22 november 2017 tot wijziging van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag inzake de overbrenging van gevonnenste personen, ondertekend te Straatsburg op 7 april 2022 » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 november 2022, tweede editie) door Farzin Hashemi, Maryam Rajavi, Ahmed Ghozali, Sid Alaoddin Jalalifard, Giulio Terzi Di Sant'Agata, Robert G. Torricelli, Javad Dabiran, Tahar Boumedra, Linda Chavez, Ingrid Betancourt en de vereniging naar Frans recht « Le Conseil national de la Résistance iranienne », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Tulkens en Mr. J. Renaux, advocaten bij de balie te Brussel.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van dezelfde wetsbepaling.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden wetsbepaling en de wetgevingscontext ervan

B.1.1. Artikel 1 van de wet van 23 mei 1990 « inzake de overbrenging tussen Staten van veroordeelde personen, de overname en de overdracht van het toezicht op voorwaardelijk veroordeelde of voorwaardelijk in verdenking gestelde personen, en de overname en de overdracht van de tenuitvoerlegging van vrijheidsbenemende straffen en maatregelen » (hierna : de wet van 23 mei 1990) bepaalt :

« De Regering kan, in uitvoering van met andere Staten op grond van wederkerigheid gesloten overeenkomsten en verdragen, de overbrenging toestaan van in België gevonnenste en opgesloten personen naar een vreemde Staat waarvan die persoon onderdaan is, en instemmen met de overbrenging naar België van in het buitenland gevonnenste en opgesloten Belgische onderdanen, voor zover :

1° het vonnis waarbij de veroordeling wordt uitgesproken onherroepelijk is;

2° het feit dat aan de veroordeling ten grondslag ligt, zowel in de Belgische wet als in de buitenlandse wet, een strafbaar feit oplevert;

3° de opgesloten personen met de overbrenging instemmen.

Voor de toepassing van deze wet heeft de term ' veroordeling ' betrekking op elke straf of elke maatregel die vrijheidsbeneming meebrengt en die bij vonnis van de strafrechter wordt opgelegd naast of in plaats van een straf ».

B.1.2. Artikel 4 van de wet van 23 mei 1990 bepaalt :

« Indien de Belgische Staat, met toepassing van een overeenkomst of van een internationaal verdrag, een verzoek tot overbrenging van een in België gevonnenste en opgesloten persoon naar de vreemde Staat waarvan die persoon onderdaan is, ontvangt of doet, wordt voornoemde persoon gehoord door de procureur des Konings van de plaats van opsluiting, die hem inlicht over dit verzoek en over de gevolgen die zouden voortvloeien uit de overbrenging.

Hij wordt bijgestaan door een raadsman, hetzij wanneer hij erom verzoekt, hetzij wanneer de procureur des Konings zulks nodig acht gelet op de mentale toestand of de leeftijd van de gedetineerde ».

B.1.3. Artikel 5 van de wet van 23 mei 1990 bepaalt :

« De toestemming is onherroepelijk gedurende een termijn van 90 dagen te rekenen vanaf de dag van zijn verschijning.

Indien de overbrenging niet heeft plaatsgevonden gedurende deze termijn, staat het de gevonnenste persoon vrij zijn toestemming in te trekken bij brief gericht tot de directeur van de strafinrichting tot op de dag waarop hem kennis wordt gegeven van de datum van de overbrenging ».

B.1.4. Artikel 27 van de wet van 23 mei 1990, zoals ingevoegd bij artikel 20 van de wet van 26 mei 2005, bepaalt :

« De vrijheidsbenemende straffen of maatregelen, waarvan de tenuitvoerlegging aan een buitenlandse Staat werd overgedragen, kunnen in België niet meer ten uitvoer worden gelegd, tenzij de buitenlandse Staat meedeelt dat de tenuitvoerlegging wordt geweigerd of onmogelijk is ».

B.2. Artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 « houdende instemming met de volgende internationale akten : 1) de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek India inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Brussel op 16 september 2021, en 2) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 3) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake uitlevering, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 4) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Iran inzake de overbrenging van veroordeelde personen, gedaan te Brussel op 11 maart 2022, en 5) het Protocol van 22 november 2017 tot wijziging van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag inzake de overbrenging van gevonnenste personen, ondertekend te Straatsburg op 7 april 2022 » (hierna : de wet van 30 juli 2022) bepaalt :

« Het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Iran inzake de overbrenging van veroordeelde personen, gedaan te Brussel op 11 maart 2022, zal volkomen gevolg hebben ».

B.3.1. De toetsing van de grondwettigheid van een wet houdende instemming met een verdrag kan enkel zinvol zijn indien de inhoud van de relevante bepalingen van dat verdrag daarbij worden betrokken.

B.3.2. Het verdrag tussen het Koninkrijk België (hierna : België) en de Islamitische Republiek Iran (hierna : Iran) inzake de overbrenging van veroordeelde personen, gedaan te Brussel op 11 maart 2022 (hierna : het verdrag van 11 maart 2022), bepaalt :

« ARTIKEL 1 - Definities

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

1. ' Veroordeling ' : elke straf of maatregel die vrijheidsontneming met zich meebrengt en wegens een strafbaar feit voor een beperkte of onbeperkte periode door een rechter wordt opgelegd;
2. ' Vonnis ' : een rechterlijke beschikking of bevel tot een veroordeling;
3. ' Staat van veroordeling ' : de Staat waarin de overgebrachte of over te brengen persoon is veroordeeld;
4. ' Staat van tenuitvoerlegging ' : de Staat waarnaar de veroordeelde is overgebracht of overgebracht kan worden om zijn straf te ondergaan;
5. ' Veroordeelde persoon ' : een persoon die door de rechtbanken van een van de Partijen is veroordeeld tot een gevangenisstraf of tot vrijheidsbeneming wegens het plegen van een strafbaar feit;
6. ' Gegevens ' : alle informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon.

ARTIKEL 2 - Centrale Autoriteiten

Voor de invoering van dit Verdrag wijzen de Partijen een centrale autoriteit aan.

- a. Voor de Islamitische Republiek Iran is de centrale autoriteit het Ministerie van Justitie;
- b. Voor België is de centrale autoriteit de Federale Overheidsdienst Justitie.

ARTIKEL 3 - Algemene Beginselen

1. De partijen verbinden zich ertoe om elkaar samenwerking in de ruimst mogelijke zin te verlenen met betrekking tot de overbrenging van veroordeelde personen in overeenstemming met de bepalingen uit dit Verdrag.

2. Een persoon die op het grondgebied van een Partij is veroordeeld, kan overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag naar het grondgebied van de andere Partij worden overgebracht om aldaar de resterende duur van de hem opgelegde straf te ondergaan. Te dien einde kan de veroordeelde aan de Staat van veroordeling of de Staat van tenuitvoerlegging zijn wens te kennen geven om overeenkomstig dit Verdrag te worden overgebracht.

3. De overbrenging kan worden verzocht door de Staat van veroordeling of de Staat van tenuitvoerlegging.

ARTIKEL 4 - Overbrengingsvoorwaarden

1. Een veroordeelde persoon kan krachtens dit Verdrag slechts onder de volgende voorwaarden worden uitgeleverd :
 - a. De persoon is staatsburger van de Staat van tenuitvoerlegging;
 - b. Het vonnis is onherroepelijk en uitvoerbaar;
 - c. De veroordeelde persoon moet op het tijdstip van ontvangst van het verzoek tot uitlevering nog ten minste één jaar van de straf ondergaan, of de straf geldt voor onbepaalde tijd;
 - d. Er is toestemming voor de uitlevering gegeven door de veroordeelde persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger, indien een van de landen dit nodig acht gezien zijn leeftijd of lichamelijke of geestelijke toestand, behalve in de gevallen zoals onder art. 8 en 12;
 - e. Het handelen of nalaten waarvoor de persoon is veroordeeld, is een strafbaar feit volgens het recht van het Land van tenuitvoerlegging, of zou een strafbaar feit zijn indien het op zijn grondgebied zou zijn gepleegd;
 - f. De Staat van veroordeling en Land van tenuitvoerlegging instemmen met de overbrenging.
2. In uitzonderlijke gevallen kunnen de partijen een overbrenging overeenkomen wanneer de resterende duur van de door de veroordeelde te ondergaan straf korter is dan vermeld onder paragraaf 1.c van dit artikel.

ARTIKEL 5 - Verplichting tot het Verstrekken van Informatie

1. Elke veroordeelde persoon op wie dit Verdrag van toepassing kan zijn, dient door de Staat van veroordeling in kennis te worden gesteld van de inhoud van het Verdrag.

2. Indien de veroordeelde persoon zijn wens tot overbrenging op grond van dit Verdrag aan de Staat van veroordeling kenbaar heeft gemaakt, dient dit land zo spoedig mogelijk de Staat van tenuitvoerlegging hierover te informeren nadat het vonnis onherroepelijk is geworden.

3. Deze informatie moet omvatten :

- a. de naam, naam van de vader, nationaliteit, geboortedatum en geboorteplaats van de veroordeelde persoon;
- b. zijn adres in de Staat van tenuitvoerlegging, indien van toepassing;
- c. een verklaring van de feiten waarop het vonnis is gebaseerd;
- d. de aard, duur en aanvangsdatum van de straf.

4. Indien de veroordeelde persoon zijn wens tot overbrenging op grond van dit Verdrag aan de Staat van tenuitvoerlegging heeft kenbaar heeft gemaakt, verstrekt de Staat van veroordeling desgevraagd de onder paragraaf 3 vermelde informatie.

5. De veroordeelde persoon dient schriftelijk in kennis te worden gesteld van de handelingen gesteld door de Staat van veroordeling of Land van tenuitvoerlegging op grond van de voorgaande paragrafen, alsmede van elke door een van beide landen genomen beslissing met betrekking tot een verzoek tot overbrenging.

ARTIKEL 6 - Verzoeken en Antwoorden

1. Verzoeken tot overbrenging en antwoorden daarop dienen schriftelijk plaats te vinden.
2. Het verzochte land stelt het verzoekende land onverwijld in kennis van zijn beslissing om al dan niet in te stemmen met het verzoek tot overbrenging.
3. Alle communicatie tussen de Partijen verloopt schriftelijk en langs diplomatieke weg.

ARTIKEL 7 - Ondersteunende Documenten

1. De Staat van tenuitvoerlegging verstrekt de Staat van veroordeling desgevraagd :
 - a. een document of verklaring waaruit blijkt dat de veroordeelde persoon staatsburger is van dit land;
 - b. een afschrift van het toepasselijke recht van de Staat van tenuitvoerlegging waaruit blijkt dat het handelen of nalaten dat aan de veroordeling ten grondslag ligt ook een strafbaar feit is volgens het recht van de Staat van tenuitvoerlegging, of een strafbaar feit zou zijn indien het op zijn grondgebied zou zijn begaan;
2. Indien om overbrenging wordt verzocht, verstrekt de Staat van veroordeling de volgende documenten aan de Staat van tenuitvoerlegging, tenzij een van beide landen reeds heeft aangegeven dat het niet met de overbrenging akkoord gaat :
 - a. een gewaarmerkt afschrift van het vonnis en de wetgeving waarop het is gebaseerd;
 - b. een verklaring waarin wordt aangegeven welk deel van de straf reeds is ondergaan, met inbegrip van informatie over eventuele voorlopige hechtenis, strafvermindering en andere factoren die voor de tenuitvoerlegging van de straf van belang zijn;
 - c. in andere dan de in artikel 8 en 12 genoemde gevallen, een verklaring met de in artikel 4, 1.d bedoelde toestemming met de overbrenging;
 - d. een verklaring van het gedrag van de veroordeelde persoon tijdens zijn hechtenis, indien voorhanden; en
 - e. eventuele medische en sociale rapporten over de veroordeelde persoon, informatie over zijn behandeling in de Staat van veroordeling en eventuele aanbevelingen voor zijn verdere behandeling in de Staat van tenuitvoerlegging, indien voorhanden.
3. Elk land kan verzoeken tot het toesturen van de onder paragraaf 1 of 2 bedoelde documenten of verklaringen alvorens een verzoek tot overbrenging in te dienen of een besluit te nemen over het al dan niet instemmen met de overbrenging.

ARTIKEL 8 - Toestemming en Verificatie Daarvan

1. De Staat van veroordeling dient te garanderen dat de persoon die overeenkomstig artikel 4.1.d met de overbrenging moet instemmen, dit uit vrije wil en met volledige kennis van de rechtsgevolgen doet. De procedure tot het verlenen van deze toestemming is onderworpen aan het recht van de Staat van veroordeling.
2. De Staat van veroordeling stelt de Staat van tenuitvoerlegging in de gelegenheid om via een consul of een andere met de Staat van tenuitvoerlegging overeengekomen ambtenaar na te gaan of de toestemming is gegeven in overeenstemming met de in de voorgaande paragraaf genoemde voorwaarden.

ARTIKEL 9 - Gegevensbescherming

1. De Partijen zien erop toe dat de gegevens die door een Partij aan de andere Partij worden overgemaakt, uitsluitend worden gebruikt voor de uitvoering van een verzoek in het kader van dit Verdrag. Gegevens mogen niet voor andere doeleinden worden gebruikt en mogen niet aan derde landen worden overgedragen zonder voorafgaande toestemming van de Partij die ze heeft overgedragen.
2. De Partijen waarborgen de juistheid van de in het kader van deze overeenkomst overgedragen persoonsgegevens en zien erop toe dat er passende maatregelen worden genomen om de overgedragen gegevens te beschermen tegen onvrijwillige of ongeoorloofde vernietiging, onvrijwillig verlies en onwettige toegang, wijziging of verspreiding.
3. Overgedragen gegevens worden niet langer bewaard dan nodig is voor de doeleinden waarvoor zij op grond van deze overeenkomst worden verwerkt. De Partijen houden onderling overleg over de noodzaak om onjuiste, onvolledige of onbetrouwbare gegevens te corrigeren of over de wens of de noodzaak om gegevens te wissen of het gebruik van gegevens te beperken.
4. De Partijen zorgen ervoor dat er passende veiligheidsmaatregelen worden getroffen voor gegevens waaruit de raciale of etnische afkomst, politieke opvattingen, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, lidmaatschap van een vakvereniging, genetische gegevens, biometrische gegevens, of persoonsgegevens over de gezondheid, het seksleven of de seksuele geaardheid van een persoon kunnen worden afgeleid.
5. Aan de veroordeelde persoon kan informatie worden verstrekt over de categorieën gegevens die worden overgedragen en over het doel van de gegevensoverdracht.
6. De veroordeelde persoon heeft het recht om een klacht in te dienen indien hij van mening is dat zijn rechten met betrekking tot de verwerking van zijn gegevens op grond van deze overeenkomst zijn geschonden.

ARTIKEL 10 - Gevolgen van de Uitlevering voor de Staat van Veroordeling

1. De aanvaarding van de veroordeelde persoon door de autoriteiten van de Staat van tenuitvoerlegging heeft tot gevolg dat de tenuitvoerlegging van de veroordeling in de Staat van veroordeling wordt opgeschort.
2. De Staat van veroordeling mag de veroordeling niet langer ten uitvoer leggen indien de Staat van tenuitvoerlegging de tenuitvoerlegging van de veroordeling als voltooid beschouwt.

ARTIKEL 11 - Gevolgen van de Uitlevering voor de Staat van Tenuitvoerlegging

1. De bevoegde autoriteiten van de Staat van tenuitvoerlegging dienen de tenuitvoerlegging van het vonnis voort te zetten, hetzij onmiddellijk, hetzij krachtens een rechterlijke of administratieve beschikking, onder de in artikel 12 bepaalde voorwaarden.

2. De tenuitvoerlegging van de veroordeling is onderworpen aan het recht van de Staat van tenuitvoerlegging en alleen dit land is bevoegd tot het nemen van alle gerelateerde beslissingen.

ARTIKEL 12 - Aard en Duur van de Straf

1. De Staat van tenuitvoerlegging is gebonden aan de juridische aard en de duur van de straf die uit de veroordeling voortvloeit.

2. Indien de aard of de duur van deze veroordeling echter onverenigbaar is met de wetgeving van de Staat van tenuitvoerlegging, of indien zijn wetgeving zulks vereist, kan de Staat van tenuitvoerlegging deze veroordeling bij rechterlijke of administratieve beschikking aanpassen aan de straf of maatregel die naar zijn eigen recht voor strafbare feiten van dezelfde aard zou worden opgelegd.

De aard van deze straf of maatregel moet zoveel mogelijk overeenstemmen met die van de veroordeling die ten uitvoer wordt gelegd. Deze straf mag de aard of de duur van de in de Staat van veroordeling opgelegde straf niet verzwaren of het in de wetgeving van de Staat van tenuitvoerlegging bepaalde maximum overschrijden.

ARTIKEL 13 - Gratie, Amnestie, Strafvermindering

Elke Partij kan gratie, amnestie of strafvermindering verlenen in overeenstemming met haar grondwet of andere wetten.

ARTIKEL 14 - Herziening van het Vonnis

Enkel de Staat van veroordeling heeft het recht om een beslissing te nemen met betrekking tot een verzoek tot herziening van het vonnis.

ARTIKEL 15 - Beëindiging van de Tenuitvoerlegging

De Staat van tenuitvoerlegging dient de tenuitvoerlegging van de veroordeling te beëindigen, zodra het door de Staat van veroordeling in kennis is gesteld van een beslissing of maatregel ten gevolge waarvan de veroordeling niet meer uitvoerbaar is.

ARTIKEL 16 - Informatie inzake Tenuitvoerlegging

De Staat van tenuitvoerlegging verstrekt de Staat van veroordeling informatie over de tenuitvoerlegging van de straf:

- a. wanneer het de tenuitvoerlegging van de straf als voltooid beschouwt;
- b. indien de veroordeelde persoon uit detentie is ontsnapt voordat de tenuitvoerlegging van de straf is voltooid; of
- c. indien de Staat van veroordeling om een speciaal verslag verzoekt.

[...]

ARTIKEL 20 - Beslechting van Geschillen

Elk geschil tussen de Partijen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag wordt in der minne en door onderhandeling via diplomatieke weg beslecht.

ARTIKEL 21 - Wijzigingen

Dit Verdrag kan te allen tijde met wederzijdse toestemming van de partijen worden gewijzigd in schriftelijke vorm. Een dergelijke wijziging treedt in werking volgens dezelfde procedure die geldt voor de inwerkingtreding van dit Verdrag.

ARTIKEL 22 - Slotbepalingen

1. Dit Verdrag dient te worden geratificeerd en wordt voor onbepaalde tijd van kracht dertig dagen na de uitwisseling van de akten van ratificatie langs diplomatieke weg.

2. Dit Verdrag is ook van toepassing op de tenuitvoerlegging van vonnissen die zijn uitgesproken vóór de inwerkingtreding van het Verdrag.

3. Onverminderd lopende procedures kan elke Partij te allen tijde dit Verdrag opzeggen door middel van schriftelijke kennisgeving aan de andere partij via diplomatieke weg. De opzegging wordt één jaar na de ontvangstdatum van deze kennisgeving van kracht.

4. De beëindiging van dit Verdrag laat de verzoeken tot overbrenging die vóór de beëindiging van het Verdrag zijn ingediend onverlet ».

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de vordering tot schorsing

B.4. Aangezien de vordering tot schorsing ondergeschikt is aan het beroep tot vernietiging, dient de ontvankelijkheid van dat laatste reeds bij het onderzoek van de vordering tot schorsing te worden betrokken.

Wat betreft het belang van de verzoekende partijen

B.5. Artikel 142, derde lid, van de Grondwet en artikel 2, eerste lid, 2^o, van de bijzondere wet op het Grondwettelijk Hof van 6 januari 1989 vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

B.6. Uit een in kracht van gewijsde gegaan vonnis dat op 4 februari 2021 is gewezen door de correctionele rechtbank te Antwerpen, en dat is voorgelegd door de verzoekende partijen, blijkt dat zij een burgerlijke vordering hebben ingesteld tegen Assaddollah Assadi, een persoon met de Iraanse nationaliteit die, bij dat vonnis, definitief is veroordeeld tot een gevangenisstraf van twintig jaar, alsook tot het herstel van de morele schade die aan de verzoekende partijen werd berokkend door zijn poging tot een terroristische aanslag.

De eerste tien verzoekende partijen, die natuurlijke personen zijn, hebben bijgevolg de hoedanigheid van slachtoffer in de zin van artikel 2, 6^o, van de wet van 17 mei 2006 « betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten » (hierna : de wet van 17 mei 2006).

B.7.1. Het slachtoffer in de zin van die wet moet in kennis worden gesteld van de toekenning, aan de betrokken veroordeelde, van een eerste uitgaansvergunning met het oog op de voorbereiding op zijn sociale re-integratie gedurende de twee jaren die voorafgaan aan de datum waarop die veroordeelde tot voorwaardelijke invrijheidstelling kan worden toegelaten, van een eerste penitentiair verlof of van een plaatsing in een transitiehuis, en, in voorkomend geval, van de voorwaarden van die toekenning die in het belang van het slachtoffer zijn opgelegd (artikel 10, § 2, vierde lid, van de wet van 17 mei 2006, zoals gewijzigd bij artikel 43 van de wet van 30 juli 2022 « om justitie menselijker, sneller en straffer te maken II »).

Hetzelfde slachtoffer moet ook in kennis worden gesteld van de toekenning van een onderbreking van de strafuitvoering (artikel 17, § 2, tweede lid, van de wet van 17 mei 2006) en van de invrijheidstelling van de gedetineerde veroordeelde die wordt gemotiveerd door het feit dat de laatstgenoemde zijn straf volledig heeft uitgezeten (artikel 20/2 van de wet van 17 mei 2006, ingevoegd bij artikel 12 van de wet van 15 december 2013 « houdende diverse bepalingen met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten »).

B.7.2. Bovendien kan een uitgaansvergunning, een penitentiair verlof, een plaatsing in een transitiehuis of de onderbreking van de strafuitvoering door de minister of diens gemachtigde niet worden toegekend zonder rekening te houden met het risico dat de veroordeelde zijn slachtoffer lastigvalt (artikelen 5, 2°, 7, 2°, en 16 van de wet van 17 mei 2006; artikel 9/3, § 1, 3°, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij artikel 71 van de wet van 11 juli 2018 « houdende diverse bepalingen in strafzaken »).

B.7.3. Alvorens aan een persoon die is veroordeeld tot een vrijheidsberovende straf van twintig jaar een maatregel van « beperkte detentie », van « elektronisch toezicht » of van « voorwaardelijke invrijheidstelling » toe te kennen, moet de strafuitvoeringsrechtbank ook rekening houden met het « risico dat de veroordeelde de slachtoffers zou lastig vallen », de « houding van de veroordeelde ten aanzien van de slachtoffers van de misdrijven die tot zijn veroordeling hebben geleid » en de « door de veroordeelde geleverde inspanningen om de burgerlijke partij te vergoeden, rekening houdend met de vermogenssituatie van de veroordeelde zoals die door zijn toedoen is gewijzigd sinds het plegen van de feiten waarvoor hij veroordeeld is » (artikel 47, § 1, 3°, 4° en 6°, van de wet van 17 mei 2006, zoals gewijzigd bij artikel 159, 1°, van de wet van 5 februari 2016 « tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie »).

Elke beslissing tot « voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering » kan door die rechtbank niet worden genomen zonder rekening te houden met « het risico dat de veroordeelde de slachtoffers zou lastig vallen » en « de door de veroordeelde geleverde inspanningen om de burgerlijke partijen te vergoeden » (artikel 47, § 2, 3° en 4°, van de wet van 17 mei 2006).

Het slachtoffer heeft het recht om door de strafuitvoeringsrechtbank te worden gehoord over de « bijzondere voorwaarden » waarmee de voormelde maatregelen « in zijn belang » gepaard moeten gaan. Het kan zijn opmerkingen voorleggen over onder meer de voorwaarden die het openbaar ministerie en in voorkomend geval de bevoegde ambtenaar van het gevangeniswezen vooraf in het belang van het slachtoffer hebben geformuleerd (artikel 53, tweede en derde lid, van de wet van 17 mei 2006, zoals gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 15 december 2013 « houdende diverse bepalingen met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten »).

B.8.1. Het verdrag van 11 maart 2022 laat de Regering toe de overbrenging toe te staan van een persoon met de Iraanse nationaliteit die in Belgische gevangenissen zit na te zijn veroordeeld door een Belgische rechtbank (*Parl. St., Kamer, 2021-2022, DOC 55-2784/003, p. 10*), onder de voorwaarden die in dat verdrag, alsook in de wet van 23 mei 1990 zijn bepaald.

Wanneer een dergelijke overbrenging plaatsheeft, is de tenuitvoerlegging van de veroordeling van die persoon onderworpen aan het Iraans recht en is alleen Iran bevoegd tot het nemen van alle gerelateerde beslissingen (artikel 11, lid 2, van het verdrag van 11 maart 2022). De wet van 17 mei 2006, die de modaliteiten van de tenuitvoerlegging van de vrijheidsbenemende straffen bepaalt, zal derhalve niet meer van toepassing zijn, zodat de verzoekende partijen niet langer de hun bij die wet toegekende rechten zullen kunnen aanvoeren, noch de regels zullen kunnen genieten die in hun belang in die wet zijn vastgelegd.

B.8.2. Geen enkele van de partijen voor het Hof geeft aan dat de Iraanse wet aan de slachtoffers analoge rechten toekent of vergelijkbare beschermende regels bevat.

B.9. In dit stadium van de rechtspleging blijkt dus dat de instemming met het verdrag van 11 maart 2022 bij artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 de situatie van de eerste tien verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig zou kunnen raken.

Hun belang bij het vorderen van de vernietiging - en dus van de schorsing - van die wetsbepaling is bijgevolg aangetoond.

B.10. Het is niet nodig het belang van de elfde verzoekende partij te onderzoeken.

Ten aanzien van het belang van Olivier Vandecasteele om tussen te komen

B.11.1. Van een belang om tussen te komen in de procedure doet blijken de persoon die aantoonde dat zijn situatie rechtstreeks kan worden geraakt door het arrest dat het Hof in verband met de vordering tot schorsing dient te wijzen.

B.11.2. Olivier Vandecasteele, Belgisch onderdaan die sinds februari 2022 in Iran wordt vastgehouden om een reden die onbekend is voor zowel hemzelf als de Belgische overheid, doet, zonder op dat punt te worden tegengesproken door de verzoekende partijen, noch door de Ministerraad, gelden dat de schorsing van de bestreden wet een rechtstreeks en ongunstig effect zou kunnen hebben op zijn actuele situatie. Bijgevolg heeft hij belang om tussen te komen in de schorsingsprocedure.

Ten aanzien van het vervullen van de schorsingsvoorwaarden

B.12. Naar luid van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof dient aan twee voorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;

- de onmiddellijke toepassing van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Ten aanzien van het bestaan van een ernstig middel

B.13. Een middel is pas ernstig in de zin van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 indien het gegrond blijkt na een eerste onderzoek van de gegevens waarover het Hof beschikt in dat stadium van de procedure.

B.14. Wanneer het Hof de inhoud van een verdrag onderzoekt, houdt het ermee rekening dat het niet gaat om een eenzijdige soevereiniteitsakte, maar om een verdragsnorm waartoe België zich ten aanzien van minstens één andere Staat volkenrechtelijk heeft verbonden.

B.15. Te dezen is het eerste middel met name afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Uit de uiteenzetting van dat middel blijkt dat de verzoekende partijen aanvoeren dat artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 schendt, in zoverre het de Belgische Regering toestaat om, naar Iran, een persoon over te brengen die door de hoven en rechtbanken is veroordeeld wegens het plegen, met de steun van Iran, van een terroristisch misdrijf waarbij een aanslag is gepleegd op het leven van anderen, het recht op leven van die laatstgenoemden.

B.16.1. Artikel 2, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Het recht van eenieder op het leven wordt beschermd door de wet. Niemand mag opzettelijk van het leven worden beroofd, tenzij bij wege van tenuitvoerlegging van een vonnis, dat is uitgesproken door een rechtbank, wegens een misdrijf waarop de wet de doodstraf heeft gesteld. ».

B.16.2. Het recht op leven van ieder persoon is een van de fundamentele waarden van de democratische staten die de Raad van Europa vormen. Dat recht verplicht elke staat ertoe de nodige maatregelen te nemen om het leven van de personen die onder zijn rechtsgebied ressorteren, te beschermen (EHRM, grote kamer, 31 januari 2019, *Fernandes de Oliveira t. Portugal*, § 104; 26 mei 2020, *Makuchyan en Minasyan t. Azerbeidzjan en Hongarije*, §§ 109-110). Die beschermingsplicht geldt met name ten aanzien van personen die geconfronteerd werden met een dreigend risico voor hun leven, zelfs indien zij niet gewond werden (EHRM, 26 mei 2020, *Makuchyan en Minasyan t. Azerbeidzjan en Hongarije*, §§ 89-94) en houdt ook in dat de bevoegde overheid een daadwerkelijk onderzoek voert in geval van een mogelijke schending van het recht op leven (EHRM, grote kamer, 26 mei 2014, *Marguš t. Kroatië*, §§ 125 en 127; 26 mei 2020, *Makuchyan en Minasyan t. Azerbeidzjan en Hongarije*, § 154).

B.16.3. Het vereiste van doeltreffendheid van het strafrechtelijk onderzoek op grond van artikel 2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens kan ook worden geïnterpreteerd als een verplichting voor Staten om hun definitieve vonnissen onverwijld ten uitvoer te leggen. Dat is het geval omdat de tenuitvoerlegging van een straf die is opgelegd in het kader van het recht op leven, moet worden beschouwd als een integrerend onderdeel van de procedurele verplichting van de Staat op grond van dat artikel (EHRM, 13 oktober 2016, *Kitanovska Stanojkovic en anderen t. « Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië »*, § 32).

Wanneer de persoon die tot die straf is veroordeeld, geen onderdaan is van die Staat en die Staat aanvaardt dat die persoon wordt overgebracht naar zijn Staat van herkomst om er zijn gevangenisstraf uit te zitten, ter uitvoering van een internationaal verdrag dat beide Staten bindt, dient de Staat van veroordeling, in het kader van de procedure van overbrenging, het recht op leven van de personen die door het gepleegde misdrijf zijn geraakt te beschermen (EHRM, 26 mei 2020, *Makuchyan en Minasyan t. Azerbeidzjan en Hongarije*, §§ 195-197).

Wanneer een functionaris van een Staat wordt veroordeeld voor een misdrijf dat het recht op leven schendt, kan het verlenen van amnestie of gratie achteraf geenszins worden beschouwd als het dienen van het doel van een passende straf. Integendeel, Staten dienen des te strenger te zijn bij het straffen van hun functionarissen voor het begaan van ernstige, levensbedreigende misdrijven. In dergelijke situaties is niet alleen de individuele strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de daders in het geding, maar ook de plicht van de Staat om het gevoel van straffeloosheid tegen te gaan dat de daders zouden kunnen menen te genieten uit hoofde van hun functie (EHRM, 26 mei 2020, *Makuchyan en Minasyan t. Azerbeidzjan en Hongarije*, § 157).

B.17. Luidens artikel 2, e), van de resolutie 1373 (2001) aangenomen op 28 september 2001 door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties moeten alle Staten « erover waken dat alle personen die deelnemen aan de financiering, de organisatie, de voorbereiding of het plegen van terroristische daden of hun steun daartoe verlenen, worden berecht, dat, naast de maatregelen die tegen die personen zouden kunnen worden genomen, die terroristische daden worden aangemerkt als ernstige misdrijven in de nationale wetgeving en regelgeving, en dat de opgelegde straf in verhouding staat tot de ernst van die daden » (eigen vertaling).

Die verplichting vloeit onder meer voort uit de vaststelling dat « elke internationale terroristische daad [...] een bedreiging vormt voor de internationale vrede en veiligheid » (aanhef van de resolutie 1373 (2001)) (eigen vertaling).

B.18.1. Met toepassing van het verdrag van 11 maart 2022 kan de Staat waar een persoon is veroordeeld (« Staat van veroordeling ») die persoon overbrengen naar de andere Staat (« Staat van tenuitvoerlegging ») « om zijn straf te ondergaan ». De persoon die is veroordeeld op het grondgebied van de Staat van veroordeling kan naar het grondgebied van de Staat van tenuitvoerlegging worden overgebracht « om aldaar de resterende duur van de hem opgelegde straf te ondergaan » (artikelen 1, punt 3, 1, punt 4, en 3, lid 2, van het verdrag van 11 maart 2022).

Dat verdrag preciseert dat de bevoegde autoriteiten van de Staat van tenuitvoerlegging « de tenuitvoerlegging van het vonnis [dienen] voort te zetten » (artikel 11, lid 1), dat die Staat in beginsel « is gebonden aan de juridische aard en de duur van de straf die uit de veroordeling voortvloeit » (artikel 12, lid 1) en dat een eventuele aanpassing van die sanctie « zoveel mogelijk » moet overeenstemmen met die van de veroordeling die ten uitvoer wordt gelegd (artikel 12, lid 2). Uit dat verdrag vloeit ook voort dat enkel de Staat van veroordeling het veroordelend vonnis kan herzien (artikel 14).

B.18.2. Het verdrag van 11 maart 2022 bevestigt evenwel het recht van de Staat van tenuitvoerlegging om aan de persoon die vanuit de Staat van veroordeling is overgebracht, gratie, amnestie of strafvermindering te verlenen in overeenstemming met zijn wetten (artikel 13).

B.18.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat niet kan worden uitgesloten dat een beslissing tot gratie of amnestie vanwege de Staat van tenuitvoerlegging daadwerkelijk tot de niet-tenuitvoerlegging van die straf leidt.

B.19. Elke overbrenging naar Iran van een in België veroordeelde persoon vereist het uitdrukkelijke akkoord van die beide Staten (artikelen 4, lid 1, f), 6, lid 2, en 7, lid 2, van het verdrag van 11 maart 2022).

Die overbrenging kan alleen plaatshebben indien die persoon daarmee heeft ingestemd (artikelen 4, lid 1, d), 7, lid 2, c), en 8 van hetzelfde verdrag; artikel 1, eerste lid, 3^o, en artikelen 4 en 5 van de wet van 23 mei 1990).

B.20.1. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2022 heeft de bevoegde minister verklaard dat Iran afkeurenswaardige « praktijken » erop nahoudt, zoals ontvoeringen, « wederrechtelijke vrijheidsberovingen » of terroristische daden (*Parl. St.*, Kamer, 2021-2022, DOC 55-2784/003, p. 12), dat Iran een « autoritair » en dictatoriaal « regime » is dat « geen enkel ethisch of moreel kompas » heeft, dat « terrorisme uitdraagt » (*ibid.*, pp. 39-40, 50) en dat geen verantwoordelijk lid van de internationale gemeenschap is (*ibid.*, p. 54).

B.20.2. Uit het dossier van de verzoekende partijen blijkt dat de correctionele rechtbank te Antwerpen, bij een vonnis van 4 februari 2021, Assaddollah Assadi, een diplomatiek ambtenaar met de Iraanse nationaliteit, heeft veroordeeld wegens het plegen, samen met andere personen, van een terroristisch misdrijf waarbij een aanslag is gepleegd op het leven van anderen. Uit diezelfde rechterlijke beslissing blijkt dat die persoon op 1 juli 2018 is aangehouden in het kader van het strafrechtelijk onderzoek dat ten grondslag ligt aan die veroordeling. Volgens een arrest van het Hof van Beroep te Antwerpen van 10 mei 2022, dat ook is opgenomen in het dossier van de verzoekende partijen, heeft die veroordeelde afstand gedaan van het beroep dat hij oorspronkelijk had ingesteld tegen het vonnis van 4 februari 2021.

Uit zowel dat vonnis als het arrest van 10 mei 2022 blijkt dat die persoon het terroristisch misdrijf waarvoor hij is veroordeeld, heeft gepleegd als agent van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten van de Iraanse Staat.

Voorts heeft de Raad van de Europese Unie Assaddollah Assadi opgenomen in de lijst van personen die betrokken zijn bij terroristische daden bij het besluit (GBVB) 2022/152 van 3 februari 2022 « tot actualisering van de lijst van personen, groepen en entiteiten bedoeld in de artikelen 2, 3 en 4 van Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB betreffende de toepassing van specifieke maatregelen ter bestrijding van het terrorisme, en tot intrekking van Besluit (GBVB) 2021/1192 ».

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2022 heeft de bevoegde minister verklaard dat, sinds de arrestatie van die diplomatieke ambtenaar, Iran druk heeft uitgeoefend op België (*Parl. St.*, Kamer, 2021-2022, DOC 55-2784/003, p. 53).

B.20.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2022 heeft de bevoegde minister ook verklaard dat het weinig waarschijnlijk is dat de personen met de Iraanse nationaliteit die in België zijn veroordeeld en in de gevangenis zitten voor « gemeenschappelijke feiten » instemmen met een overbrenging naar hun Staat van herkomst (*ibid.*, p. 40).

B.21. Gelet op hetgeen voorafgaat, weet België of dient België te weten dat wanneer, ter uitvoering van het verdrag van 11 maart 2022, Iran en België overeenkomen om, naar het grondgebied van Iran, een persoon met de Iraanse nationaliteit over te brengen die door de Belgische hoven en rechtbanken is veroordeeld wegens het plegen, met de steun van Iran, van een terroristisch misdrijf waarbij een poging tot aanslag is gepleegd op het leven van anderen, Iran die straf niet daadwerkelijk zal uitvoeren, met toepassing van artikel 13 van dat verdrag.

B.22. In zoverre het de overbrenging toestaat, naar Iran, van een persoon die door de hoven en rechtbanken is veroordeeld wegens het plegen, met de steun van Iran, van een terroristisch misdrijf, blijkt na een eerste onderzoek het verdrag van 11 maart 2022 waarmee bij artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 instemming wordt verleend, het recht op leven, zoals erkend bij artikel 2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, te schenden.

B.23. Het eerste middel is ernstig.

Wat betreft het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel dat de onmiddellijke toepassing van de wet zou kunnen veroorzaken

B.24.1. De schorsing van een wetsbepaling door het Hof moet het mogelijk maken te vermijden dat, voor de verzoekende partijen, een ernstig nadeel voortvloeit uit de onmiddellijke toepassing ervan, nadeel dat niet of moeilijk zou kunnen worden hersteld in geval van een vernietiging van die bepaling.

B.24.2. Uit artikel 22 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 blijkt dat, om te voldoen aan de tweede in B.12 vermelde voorwaarde, de persoon die een vordering tot schorsing instelt, in zijn verzoekschrift concrete en nauwkeurige feiten moet uiteenzetten die voldoende aantonen dat de onmiddellijke toepassing van de wetsbepaling waartegen de vordering tot vernietiging is gericht, hem mogelijk een moeilijk te herstellen ernstig nadeel berokkent.

Die persoon moet met name het bestaan van het risico van een nadeel, de ernst ervan en het verband tussen dat risico en de toepassing van de bestreden wetsbepalingen aantonen.

B.25.1. Zoals in B.6 en B.7 is vermeld, beschikken de eerste tien verzoekende partijen over diverse rechten en waarborgen met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de straf van een persoon met de Iraanse nationaliteit.

Uit een eerste onderzoek van het dossier blijkt dat die persoon zou kunnen voldoen aan de voorwaarden voor een overbrenging zoals bepaald in artikel 4, lid 1, van het verdrag van 11 maart 2022, waarmee bij artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 instemming wordt verleend, alsook in artikel 1 van de wet van 23 mei 1990.

B.25.2. Zoals in B.8 is vermeld, zou de overbrenging van die persoon naar Iran met toepassing van het verdrag van 11 maart 2022 tot gevolg hebben dat de verzoekende partijen die rechten en waarborgen verliezen.

Zoals is vermeld in B.21 en B.22, is daarenboven de mogelijkheid om naar Iran een persoon over te brengen die door de hoven en rechtbanken is veroordeeld wegens het plegen, met de steun van Iran, van een terroristisch misdrijf waarbij een poging tot aanslag is gepleegd op het leven van andere personen, een aantasting van het recht op leven van die personen. De aard van de maatregel heeft tot gevolg dat die aantasting niet kan worden hersteld.

Dat verlies en die aantasting van het recht op leven zouden voor die personen een moeilijk te herstellen ernstig nadeel vormen dat voortvloeit uit de toepassing van dat verdrag, waarmee bij de bestreden wetsbepaling instemming wordt verleend.

B.26.1. Luidens artikel 22, lid 1, van het verdrag van 11 maart 2022 zal het dertig dagen na « de uitwisseling van de akten van ratificatie langs diplomatieke weg » van kracht worden.

B.26.2. Eens het verdrag van 11 maart 2022 van kracht is, kan de eventuele overbrenging van de in B.25.1 beoogde persoon pas plaatshebben wanneer alle stappen van de procedure omschreven in de artikelen 3 tot 8 van dat verdrag, alsook in de artikelen 4 en 5 van de wet van 23 mei 1990, zijn gezet.

De Ministerraad heeft in dat verband aan het Hof een ministeriële richtlijn voorgelegd « inzake de tussenstaatse overbrenging van gevonniste personen vanuit België naar het buitenland », ondertekend in 2001 door de minister van Justitie, waarin de procedure die door de bevoegde Belgische overheden moet worden gevolgd in detail wordt omschreven.

Dat verdrag, die wet en die omzendbrief laten het Hof niet toe met voldoende nauwkeurigheid na te gaan hoeveel tijd nodig zou zijn om alle stappen van een eventuele procedure voor de overbrenging van de in B.25.1 beoogde persoon te zetten.

B.26.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de in B.25.1 beoogde persoon naar Iran zou kunnen worden overgebracht met toepassing van het verdrag van 11 maart 2022, waarmee bij artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 instemming wordt verleend, vooraleer het Hof in staat zou zijn geweest zich uit te spreken over het beroep tot vernietiging van die wet.

Het staat vast dat de onmiddellijke toepassing van die wet het in B.25.2 omschreven nadeel zou kunnen berokkenen aan de eerste tien verzoekende partijen.

B.27. Er zij ook op gewezen dat noch het verdrag van 11 maart 2022, noch de wet van 23 mei 1990, noch enige andere wet die verzoekende partijen waarborgt dat zij in kennis zullen worden gesteld van het bestaan en de ontwikkeling van een eventuele procedure voor de overbrenging van de in B.25.1 beoogde persoon naar Iran, of van het bestaan van een met toepassing van die wet genomen Belgische beslissing die zich uitspreekt voor die overbrenging.

De slachtoffers die verzoekende partijen zijn in de onderhavige zaak, zullen dus niet in staat zijn een nuttig beroep tegen die beslissing in te stellen te meer daar de Raad van State reeds meermaals heeft geoordeeld dat hij niet bevoegd is om kennis te nemen van een beroep tegen een ministeriële overbrengingsbeslissing genomen met toepassing van de wet van 23 mei 1990 (RvSt, 14 juni 2010, nr. 205.129; 12 januari 2012, nr. 217.205; 14 augustus 2014, nr. 228.202; 25 oktober 2016, nr. 236.252).

B.28. Het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel dat zou kunnen worden veroorzaakt door de onmiddellijke toepassing van het verdrag van 11 maart 2022 waarmee bij artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 instemming wordt verleend, is aangetoond.

Wat de draagwijdte van de schorsing betreft

B.29. De bepalingen van een internationaal verdrag vormen een onlosmakelijk geheel.

De instemming met een internationaal verdrag is een ondeelbare handeling waarmee de wetgevende macht instemt met alle bepalingen van dat verdrag.

Daar het Hof, om de in B.15 tot B.22 aangegeven redenen, van oordeel is dat het eerste middel ernstig is, en dat het bewijs van een risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel is geleverd, dient artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 die instemming verleent met het verdrag van 11 maart 2022, te worden geschorst, in zoverre dat verdrag de overbrenging toestaat, naar Iran, van een persoon die door de hoven en rechtbanken is veroordeeld wegens het plegen, met de steun van Iran, van een terroristisch misdrijf.

Om die redenen,

het Hof

schorst artikel 5 van de wet van 30 juli 2022 « houdende instemming met de volgende internationale akten : 1) de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek India inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Brussel op 16 september 2021, en 2) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake wederzijdse rechtshulp in strafzaken, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 3) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten inzake uitlevering, gedaan te Abu Dhabi op 9 december 2021, en 4) het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Iran inzake de overbrenging van veroordeelde personen, gedaan te Brussel op 11 maart 2022, en 5) het Protocol van 22 november 2017 tot wijziging van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag inzake de overbrenging van gevonniste personen, ondertekend op 7 april 2022 te Straatsburg », in zoverre het verdrag van 11 maart 2022 tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Iran inzake de overbrenging van veroordeelde personen de overbrenging toestaat, naar Iran, van een persoon die door de hoven en rechtbanken is veroordeeld wegens het plegen, met de steun van Iran, van een terroristisch misdrijf.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 8 december 2022.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2022/207075]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 163/2022 vom 8. Dezember 2022

Geschäftsverzeichnisnummer 7871

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « zur Zustimmung zu folgenden internationalen Rechtsakten: (1) Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Indien über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Brüssel am 16. September 2021, (2) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, (3) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Auslieferung, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, (4) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und der Islamischen Republik Iran über die Überstellung verurteilter Personen, abgeschlossen in Brüssel am 11. März 2022, und (5) Protokoll vom 22. November 2017 zur Änderung des Zusatzprotokolls zum Übereinkommen über die Überstellung verurteilter Personen, unterzeichnet am 7. April 2022 in Straßburg », erhoben von Farzin Hashemi und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, E. Bribosia und W. Verrijdt, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 3. Oktober 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 5. Oktober 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « zur Zustimmung zu folgenden internationalen Rechtsakten: (1) Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Indien über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Brüssel am 16. September 2021, (2) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, (3) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Auslieferung, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, (4) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und der Islamischen Republik Iran über die Überstellung verurteilter Personen, abgeschlossen in Brüssel am 11. März 2022, und (5) Protokoll vom 22. November 2017 zur Änderung des Zusatzprotokolls zum Übereinkommen über die Überstellung verurteilter Personen, unterzeichnet am 7. April 2022 in Straßburg » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. November 2022, zweite Ausgabe): Farzin Hashemi, Maryam Rajavi, Ahmed Ghozali, Sid Alaoddin Jalalifard, Giulio Terzi Di Sant'Agata, Robert G. Torricelli, Javad Dabiran, Tahar Boumedra, Linda Chavez, Ingrid Betancourt und die Vereinigung französischer Rechts « Le Conseil national de la Résistance iranienne », unterstützt und vertreten durch RA F. Tulkens und RA J. Renaux, in Brüssel zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmung.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die fragliche Gesetzesbestimmung und ihren gesetzgeberischen Kontext

B.1.1. Artikel 1 des Gesetzes vom 23. Mai 1990 « über die zwischenstaatliche Überstellung von verurteilten Personen, die Übernahme und Übertragung der Aufsicht von bedingt verurteilten oder bedingt freigelassenen Personen und die Übernahme und Übertragung der Vollstreckung von Freiheitsstrafen oder freiheitsentziehenden Maßnahmen » (nachstehend: Gesetz vom 23. Mai 1990) bestimmt:

« Die Regierung kann in Ausführung von Abkommen und Verträgen, die mit ausländischen Staaten auf der Grundlage der Gegenseitigkeit geschlossen worden sind, die Überstellung von in Belgien verurteilten und inhaftierten Personen an einen ausländischen Staat, dessen Staatsangehöriger die Person ist, bewilligen oder der Überstellung von im Ausland verurteilten und inhaftierten belgischen Staatsangehörigen an Belgien zustimmen, insofern:

1. das Urteil, durch das die Verurteilung ausgesprochen wird, rechtskräftig ist,
2. die Tat, die der Verurteilung zugrunde liegt, sowohl nach belgischem Recht als auch nach ausländischem Recht eine Straftat darstellt,
3. die inhaftierte Person der Überstellung zustimmt.

Im Sinne des vorliegenden Gesetzes bezeichnet der Begriff ' Verurteilung ' jede Freiheitsstrafe oder jede freiheitsentziehende Maßnahme, die von einem Strafgericht in Ergänzung oder an Stelle einer Strafe auferlegt wird ».

B.1.2. Artikel 4 des Gesetzes vom 23. Mai 1990 bestimmt:

« Erhält oder stellt der belgische Staat in Anwendung eines Abkommens oder eines internationalen Vertrags einen Antrag auf Überstellung einer in Belgien verurteilten und inhaftierten Person an den ausländischen Staat, dessen Staatsangehöriger diese Person ist, wird die Person vom Prokurator des Königs beim Gericht des Ortes, wo sie inhaftiert ist, angehört und setzt der Prokurator des Königs die Person von diesem Ersuchen und den Folgen, die sich aus der Überstellung ergeben können, in Kenntnis.

Die Person wird von einem Beistand begleitet, entweder wenn sie dies beantragt oder wenn der Prokurator des Königs es aufgrund des Geisteszustands oder des Alters des Inhaftierten für erforderlich hält ».

B.1.3. Artikel 5 des Gesetzes vom 23. Mai 1990 bestimmt:

« Die Zustimmung ist unwiderruflich während einer Frist von 90 Tagen ab dem Tag des Erscheinens.

Ist die Überstellung binnen dieser Frist nicht erfolgt, steht es dem Verurteilten frei, seine Zustimmung durch einen an den Direktor der Strafanstalt gerichteten Brief zu widerrufen, und zwar bis zu dem Tag, an dem ihm das Datum der Überstellung notifiziert wird ».

B.1.4. Artikel 27 des Gesetzes vom 23. Mai 1990, eingefügt durch Artikel 20 des Gesetzes vom 26. Mai 2005, bestimmt:

« Freiheitsstrafen oder freiheitsentziehende Maßnahmen, deren Vollstreckung einem ausländischen Staat übertragen wird, können in Belgien nicht mehr vollstreckt werden, außer wenn der ausländische Staat mitteilt, dass die Vollstreckung verweigert wird oder unmöglich ist ».

B.2. Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « zur Zustimmung zu folgenden internationalen Rechtsakten: (1) Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Indien über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Brüssel am 16. September 2021, und (2) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, und (3) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Auslieferung, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, und (4) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und der Islamischen Republik Iran über die Überstellung verurteilter Personen, abgeschlossen in Brüssel am 11. März 2022, und (5) Protokoll vom 22. November 2017 zur Änderung des Zusatzprotokolls zum Übereinkommen über die Überstellung verurteilter Personen, unterzeichnet am 7. April 2022 in Straßburg » (nachstehend: Gesetz vom 30. Juli 2022) bestimmt:

« Le Traité entre le Royaume de Belgique et la République islamique d'Iran sur le transfèrement de personnes condamnées, fait à Bruxelles le 11 mars 2022, sortira son plein et entier effet ».

B.3.1. Die Kontrolle der Verfassungsmäßigkeit eines Gesetzes zur Zustimmung zu einem internationalen Vertrag ist nur dann sinnvoll, wenn dabei der Inhalt der relevanten Bestimmungen dieses Vertrags berücksichtigt wird.

B.3.2. Der Vertrag zwischen dem Königreich Belgien (nachstehend: Belgien) und der Islamischen Republik Iran (nachstehend: Iran) über die Überstellung verurteilter Personen, abgeschlossen in Brüssel am 11. März 2022 (nachstehend: Vertrag vom 11. März 2022) bestimmt:

« ARTICLE 1 - Définitions

Aux fins du présent Traité, l'expression :

1. ' condamnation ' désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un tribunal pour une durée limitée ou indéterminée en raison d'une infraction pénale;
2. ' jugement ' désigne une décision de justice prononçant une condamnation;
3. ' État de condamnation ' désigne l'État où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a été;
4. ' État d'exécution ' désigne l'État vers lequel la personne condamnée peut être transférée ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation;
5. ' personne condamnée ' désigne une personne qui a été condamnée en vertu d'un jugement rendu par les tribunaux de l'une des Parties à une peine d'emprisonnement ou de privation de liberté pour avoir commis une infraction pénale;
6. Par ' donnée ', on entend toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable.

ARTICLE 2 - Autorités centrales

Aux fins de la mise en œuvre du présent Traité, les Parties désignent une Autorité centrale :

- a. Dans le cas de la République islamique d'Iran, l'Autorité centrale est le ministère de la Justice;
- b. Dans le cas de la Belgique, l'Autorité centrale est le Service Public Fédéral Justice.

ARTICLE 3 - Principes généraux

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par le présent Traité, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes condamnées.
2. Une personne condamnée sur le territoire d'une Partie peut, conformément aux dispositions du présent Traité, être transférée sur le territoire de l'autre Partie pour y subir le reliquat de la condamnation qui lui a été infligée. À cette fin, elle peut exprimer soit auprès de l'État de condamnation, soit auprès de l'État d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu du présent Traité.
3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'État de condamnation, soit par l'État d'exécution.

ARTICLE 4 - Conditions du transfèrement

1. Un transfèrement ne peut avoir lieu aux termes du présent Traité qu'aux conditions suivantes :
 - a. La personne condamnée doit être un ressortissant de l'État d'exécution;
 - b. le jugement doit être définitif et exécutoire;
 - c. la durée de condamnation que la personne condamnée a encore à subir doit être au moins d'un an à la date de réception de la demande de transfèrement, ou indéterminée;
 - d. la personne condamnée ou, lorsqu'en raison de son âge ou de son état physique ou mental l'un des deux États l'estime nécessaire, son représentant légal doit consentir au transfèrement, sauf dans les cas mentionnés aux articles 8 et 12;
 - e. les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire; et
 - f. l'État de condamnation et l'État d'exécution doivent s'être mis d'accord sur ce transfèrement.
2. Dans des cas exceptionnels, les Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de la condamnation que la personne condamnée a encore à subir est inférieure à celle prévue au paragraphe 1.c du présent article.

ARTICLE 5 - Obligation de fournir des informations

1. Toute personne condamnée à laquelle le présent Traité peut s'appliquer doit être informée par l'État de condamnation de la teneur du présent Traité.
2. Si la personne condamnée a exprimé auprès de l'État de condamnation son souhait d'être transférée en vertu du présent Traité, cet État doit en informer l'État d'exécution le plus rapidement possible après que le jugement soit devenu définitif.

3. Ces informations doivent comprendre :

- a. le nom, le nom du père, la nationalité, la date et le lieu de naissance de la personne condamnée;
- b. le cas échéant, son adresse dans l'État d'exécution;
- c. un exposé des faits ayant entraîné la condamnation;
- d. la nature, la durée et la date de début de la condamnation.

4. Si la personne condamnée a exprimé auprès de l'État d'exécution le souhait d'être transféré en vertu du présent Traité, l'État de condamnation communiqué à ce dernier, à sa demande, les informations visées au paragraphe 3 ci-dessus.

5. La personne condamnée doit être informée par écrit de toute démarche entreprise par l'État de condamnation ou d'exécution en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux États au sujet d'une demande de transfèrement.

ARTICLE 6 - Demandes et réponses

1. La demande de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit.
2. L'État requis doit informer l'État requérant, dans les plus brefs délais, de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.
3. Toutes les communications entre les Parties doivent être faites par écrit et envoyées par la voie diplomatique.

ARTICLE 7 - Pièces à l'appui

1. L'État d'exécution doit, sur demande de l'État de condamnation, fournir à ce dernier :
 - a. un document ou une déclaration indiquant que la personne condamnée est ressortissante de cet État;
 - b. une copie des dispositions légales de l'État d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire;
2. Si un transfèrement est demandé, l'État de condamnation doit fournir les documents suivants à l'État d'exécution, à moins que l'un ou l'autre des États ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au transfèrement :
 - a. une copie certifiée conforme du jugement et des dispositions légales appliquées;
 - b. l'indication de la durée de la peine déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation;
 - c. en dehors des cas mentionnés aux articles 8 et 12, une déclaration constatant le consentement au transfèrement visé à l'article 4,1.d.;
 - d. un rapport sur le comportement de la personne condamnée pendant sa détention éventuelle; et
 - e. chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur la personne condamnée, toute information sur son traitement dans l'État de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'État d'exécution.
3. L'État de condamnation et l'État d'exécution peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

ARTICLE 8 - Consentement et vérification

1. L'État de condamnation veille à ce que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 4.1.d le fasse volontairement et en pleine connaissance des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régie par la loi de l'État de condamnation.
2. L'État de condamnation doit donner à l'État d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un consul ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec l'État d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

ARTICLE 9 - Protection des données

1. Les Parties veillent à ce que les données transférées d'une Partie à l'autre ne soient utilisées qu'aux fins de l'exécution d'une demande, conformément au présent Traité. Aucune donnée ne sera utilisée à d'autres fins, ni transférée à un pays tiers sans l'accord préalable de la Partie qui a transféré les données.
2. Les Parties garantissent l'exactitude des données personnelles transférées en vertu du présent Accord et veillent à ce que des mesures appropriées soient prises pour protéger les données transmises contre la destruction accidentelle ou non autorisée ou la perte accidentelle, ainsi que contre l'accès, la modification ou la diffusion non autorisés.
3. Les données transférées sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, conformément au présent Accord. Les Parties se consultent sur la nécessité de rectifier des données inexactes, incomplètes ou non fiables ou sur le désir ou la nécessité d'effacer des données ou de limiter leur utilisation.
4. Les Parties veillent à ce que les données qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, les données génétiques, les données biométriques ou les données personnelles concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne fassent l'objet de garanties appropriées.
5. La personne condamnée peut recevoir des informations sur les catégories de données transférées et la finalité du transfert de données.
6. La personne condamnée a le droit de déposer une plainte lorsqu'elle estime que ses droits concernant le traitement de ses données sur la base du présent Accord ont été violés.

ARTICLE 10 - Conséquences du transfèrement pour l'État de condamnation

1. La prise en charge de la personne condamnée par les autorités de l'État d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'État de condamnation.

2. L'État de condamnation ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'État d'exécution considère [que] l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

ARTICLE 11 - Conséquences du transfèrement pour l'État d'exécution

1. Les autorités compétentes de l'État d'exécution doivent poursuivre l'exécution de la condamnation soit immédiatement soit sur la base d'une décision judiciaire ou administrative, dans les conditions énoncées à l'article 12.

2. L'exécution de la condamnation est régie par la loi de l'État d'exécution et cet État est seul compétent pour prendre toutes les décisions appropriées.

ARTICLE 12 - Nature et durée de la sanction

1. L'État d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation.

2. Toutefois, si la nature ou la durée de cette sanction est incompatible avec la législation de l'État d'exécution, ou si la législation de cet État l'exige, l'État d'exécution peut, par décision judiciaire ou administrative, adapter cette sanction à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'État de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'État d'exécution.

ARTICLE 13 - Grâce, amnistie, commutation

Chaque Partie peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la condamnation conformément à sa Constitution ou à ses autres dispositions légales.

ARTICLE 14 - Révision du jugement

L'État de condamnation seul a le droit de statuer sur tout recours introduit contre le jugement.

ARTICLE 15 - Cessation de l'exécution

L'État d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'État de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

ARTICLE 16 - Informations concernant l'exécution

L'État d'exécution fournira des informations à l'État de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

- a. lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;
- b. si la personne condamnée s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée;
- c. si l'État de condamnation lui demande un rapport spécial.

[...]

ARTICLE 20 - Règlement des litiges

Tout litige entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Traité sera réglé à l'amiable et par négociation par la voie diplomatique.

ARTICLE 21 - Amendements

Le présent Traité peut être modifié à tout moment d'un commun accord entre les Parties sous forme écrite. Un tel amendement entrera en vigueur selon la même procédure que celle applicable à l'entrée en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 22 - Clauses finales

1. Le présent Traité est soumis à ratification et entre en vigueur pour une durée illimitée trente jours après l'échange des instruments de ratification par voie diplomatique.

2. Le présent Traité est également applicable à l'exécution des condamnations prononcées avant son entrée en vigueur.

3. Sans préjudice des procédures en cours, l'une ou l'autre des Parties peut dénoncer le présent Traité à tout moment en envoyant une notification écrite à l'autre Partie par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

4. La dénonciation du présent Traité n'affectera pas les demandes de transfèrement qui ont été présentées avant sa dénonciation ».

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage auf einstweilige Aufhebung

B.4. Da die Klage auf einstweilige Aufhebung der Nichtigkeitsklage untergeordnet ist, muss deren Zulässigkeit bereits in die Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung einbezogen werden.

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.5. Artikel 142 Absatz 3 der Verfassung und Artikel 2 Absatz 1 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte; demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

B.6. Aus einem formell rechtskräftigen Urteil, das am 4. Februar 2021 vom Korrekionalgericht Antwerpen erlassen wurde und auf das sich die klagenden Parteien berufen, geht hervor, dass diese eine Zivilklage gegen Assaddollah Assadi, eine Person iranischer Staatsangehörigkeit, die mit diesem Urteil endgültig zu einer Gefängnisstrafe von zwanzig Jahren sowie zur Wiedergutmachung des immateriellen Schadens verurteilt wurde, der den klagenden Parteien durch den von ihm begangenen versuchten Terroranschlag entstanden ist, eingereicht haben.

Die ersten zehn klagenden Parteien, die natürliche Personen sind, haben daher die Eigenschaft eines Opfers im Sinne vom Artikel 2 Nr. 6 des Gesetzes vom 17. Mai 2006 « über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte » (nachstehend: Gesetz vom 17. Mai 2006).

B.7.1. Das Opfer im Sinne dieses Gesetzes muss davon in Kenntnis gesetzt werden, wenn dem betreffenden Verurteilten eine erste Ausgangserlaubnis, um seine gesellschaftliche Wiedereingliederung im Laufe der zwei Jahre vor dem Datum der Annehmbarkeit seiner bedingten Freilassung vorzubereiten, ein erster Hafturlaub oder eine Unterbringung in einem Übergangshaus gewährt wird, und gegebenenfalls davon, welche Bedingungen im Interesse des Opfers auferlegt wurden (Artikel 10 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 17. Mai 2006, abgeändert durch Artikel 43 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « zur Humanisierung, Beschleunigung und Straffung der Justiz II »).

Dieses Opfer muss auch davon in Kenntnis gesetzt werden, wenn eine Unterbrechung der Strafvollstreckung gewährt wird (Artikel 17 § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 17. Mai 2006) und wenn der inhaftierte Verurteilte freigelassen wird, weil er seine gesamte Strafe verbüßt hat (Artikel 20/2 des Gesetzes vom 17. Mai 2006, eingefügt durch Artikel 12 des Gesetzes vom 15. Dezember 2013 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Hinblick auf die Verbesserung des Opferstatus im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten »).

B.7.2. Außerdem darf eine Ausgangserlaubnis, ein Hafturlaub, eine Unterbringung in einem Übergangshaus oder die Unterbrechung der Strafvollstreckung vom Minister oder seinem Beauftragten nicht gewährt werden, ohne das Risiko zu berücksichtigen, dass der Verurteilte sein Opfer belästigen könnte (Artikel 5 Nr. 2, 7 Nr. 2 und 16 des Gesetzes vom 17. Mai 2006; Artikel 9/3 § 1 Nr. 3 desselben Gesetzes, eingefügt durch Artikel 71 des Gesetzes vom 11. Juli 2018 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Strafsachen »).

B.7.3. Bevor einer zu einer Freiheitsstrafe von zwanzig Jahren verurteilten Person eine Maßnahme der « Haftlockerung », der « elektronischen Überwachung » oder eine « bedingte Freilassung » gewährt wird, muss das Strafvollstreckungsgericht auch das « Risiko, dass der Verurteilte die Opfer belästigen könnte », das « Verhalten des Verurteilten gegenüber den Opfern der Straftaten, die zu seiner Verurteilung geführt haben » und « die vom Verurteilten geleisteten Anstrengungen, um die Zivilpartei zu entschädigen, unter Berücksichtigung der Vermögenslage des Verurteilten, so wie diese sich durch sein Zutun seit Begehung der Taten, für die er verurteilt worden ist, entwickelt hat » berücksichtigen (Artikel 47 § 1 Nrn. 3, 4 und 6 des Gesetzes vom 17. Mai 2006, abgeändert durch Artikel 159 Nr. 1 des Gesetzes vom 5. Februar 2016 « zur Abänderung des Strafrechts und des Strafprozessrechts und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz »).

Eine Entscheidung über die « vorläufige Freilassung im Hinblick auf das Entfernen aus dem Staatsgebiet oder die Übergabe » darf von diesem Gericht nicht getroffen werden, ohne das « Risiko, dass der Verurteilte die Opfer belästigen könnte » und die « vom Verurteilten geleisteten Anstrengungen, um die Zivilpartei zu entschädigen », zu berücksichtigen (Artikel 47 § 2 Nrn. 3 und 4 des Gesetzes vom 17. Mai 2006).

Das Opfer hat das Recht vom Strafvollstreckungsgericht zu den « Sonderbedingungen », die « in seinem Interesse » mit den vorerwähnten Maßnahmen einhergehen müssen, angehört zu werden. Es kann seine Bemerkungen vorbringen, unter anderem zu den Bedingungen, die die Staatsanwaltschaft und gegebenenfalls der zuständige Beamter der Strafvollzugsverwaltung zuvor im Interesse des Opfers formuliert haben (Artikel 53 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 17. Mai 2006, abgeändert durch Artikel 18 des Gesetzes vom 15. Dezember 2013 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Hinblick auf die Verbesserung des Opferstatus im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten »).

B.8.1. Der Vertrag vom 11. März 2022 ermöglicht es der Regierung, die Überstellung einer Person iranischer Staatsangehörigkeit, die in Belgien inhaftiert ist, nachdem sie von einem belgischen Gericht verurteilt wurde (*Parl. Dok., Kammer, 2021-2022, DOC 55-2784/003, S. 10*), unter den in diesem Vertrag sowie im Gesetz vom 23. Mai 1990 enthaltenen Bedingungen zu gewähren.

Wenn eine solche Überstellung erfolgt, unterliegt die Vollstreckung der Verurteilung dieser Person dem iranischen Gesetz und nur Iran ist zuständig, um alle angemessenen Maßnahmen zu ergreifen (Artikel 11 Absatz 2 des Vertrags vom 11. März 2022). Das Gesetz vom 17. Mai 2006, das die Strafvollstreckungsmodalitäten von Freiheitsstrafen bestimmt, wäre daher nicht mehr anwendbar, sodass die klagenden Parteien die vorerwähnten Rechte, die dieses Gesetz ihnen einräumt, nicht mehr geltend machen können oder in den Genuss der Regeln kommen, die dieses Gesetz in ihrem Interesse festlegt.

B.8.2. Keine der Parteien vor dem Gerichtshof gibt an, dass das iranische Gesetz den Opfern vergleichbare Rechte einräumt oder ähnliche Schutzregeln enthält.

B.9. Es ist also in diesem Stadium des Verfahrens festzustellen, dass die Zustimmung zum Vertrag vom 11. März 2022 durch Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 die Situation der zehn ersten klagenden Parteien unmittelbar und ungünstig beeinflussen könnte.

Ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung - und somit der einstweiligen Aufhebung - dieser Gesetzesbestimmung ist folglich erwiesen.

B.10. Das Interesse der elften klagenden Partei braucht nicht geprüft zu werden.

In Bezug auf das Interesse von Olivier Vandecasteele an der Intervention

B.11.1. Ein Interesse, dem Verfahren beizutreten, weist die Person nach, die nachweist, dass ihre Situation durch den Entscheid, den der Gerichtshof in Bezug auf die Klage auf einstweilige Aufhebung erlassen wird, unmittelbar beeinflusst werden kann.

B.11.2. Olivier Vandecasteele, in Iran seit Februar 2022 aus einem sowohl ihm als auch den belgischen Behörden unbekanntem Grund inhaftierter belgischer Staatsangehöriger, macht geltend, ohne dass ihm in diesem Punkt weder von den klagenden Parteien noch vom Ministerrat widersprochen wird, dass sich die einstweilige Aufhebung des angefochtenen Gesetzes unmittelbar und ungünstig auf seine aktuelle Situation auswirken könnte. Er hat demzufolge ein Interesse daran, dem Verfahren auf einstweilige Aufhebung beizutreten.

In Bezug auf das Vorliegen der Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.12. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 sind zwei grundsätzliche Voraussetzungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.
- Die unmittelbare Anwendung der angefochtenen Maßnahme muss die Gefahr eines schwer wieder-gutzumachenden ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Was das Vorhandensein eines ernsthaften Klagegrunds betrifft

B.13. Ein Klagegrund ist nur ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, wenn er nach einer ersten Prüfung der Daten, über die der Gerichtshof in diesem Stand des Verfahrens verfügt, begründet erscheint.

B.14. Wenn er den Inhalt eines Vertrags prüft, berücksichtigt der Gerichtshof den Umstand, dass es sich hierbei nicht um einen einseitigen Hoheitsakt handelt, sondern um eine Vertragsnorm, zu deren Einhaltung gegenüber mindestens einem anderen Staat Belgien sich völkerrechtlich verpflichtet hat.

B.15. Im vorliegenden Fall ist der erste Klagegrund insbesondere aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet.

Aus der Darlegung dieses Klagegrunds geht hervor, dass die klagenden Parteien anführen, dass Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022, insofern er die belgische Regierung ermächtigt, eine Person an Iran zu überstellen, die von den Gerichtshöfen und Gerichten verurteilt wurde, weil sie mit Unterstützung von Iran eine terroristische Straftat begangen hat, mit der ein Anschlag auf das Leben anderer Personen verübt wurde, gegen das Recht auf Leben dieser Personen verstöße.

B.16.1. Artikel 2 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Das Recht jedes Menschen auf Leben wird gesetzlich geschützt. Niemand darf absichtlich getötet werden, außer durch Vollstreckung eines Todesurteils, das ein Gericht wegen eines Verbrechens verhängt hat, für das die Todesstrafe gesetzlich vorgesehen ist ».

B.16.2. Das Recht eines jeden Menschen auf Leben ist einer der Grundwerte der demokratischen Staaten, aus denen sich der Europarat zusammensetzt. Dieses Recht verpflichtet jeden Staat, die für den Schutz des Lebens der Menschen, die seiner Gerichtsbarkeit unterstehen, notwendigen Maßnahmen zu ergreifen (EuGHMR, Große Kammer, 31. Januar 2019, *Fernandes de Oliveira gegen Portugal*, § 104; 26. Mai 2020, *Makuchyan und Minasyan gegen Aserbaidschan und Ungarn*, §§ 109-110). Diese Verpflichtung zum Schutz gilt insbesondere gegenüber Personen, die einer unmittelbaren Gefahr für ihr Leben ausgesetzt waren, auch wenn sie nicht verletzt worden sind (EuGHMR, 2. Mai 2020, *Makuchyan und Minasyan gegen Aserbaidschan und Ungarn*, §§ 89-94) und beinhaltet auch, dass die zuständige Behörde eine wirksame Untersuchung im Fall einer etwaigen Verletzung des Rechts auf Leben durchführt (EuGHMR, Große Kammer, 26. Mai 2014, *Marguš gegen Kroatien*, §§ 125 und 127; 26. Mai 2020, *Makuchyan und Minasyan gegen Aserbaidschan und Ungarn*, § 154).

B.16.3. Das Erfordernis der Wirksamkeit der strafrechtlichen Untersuchung, das sich aus Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention ergibt, kann auch als eine Verpflichtung der Staaten ausgelegt werden, ihre endgültigen Urteile unverzüglich zu vollstrecken. Dies ist der Fall, weil die Vollstreckung einer Strafe, die in Zusammenhang mit dem Recht auf Leben verhängt wird, als ein integraler Bestandteil der verfahrensrechtlichen Pflichten des Staates nach diesem Artikel anzusehen ist (EuGHMR, 13. Oktober 2016, *Kitanovska Stanojkovic u.a. gegen frühere jugoslawische Republik Mazedonien*, § 32).

Wenn die Person, die zu dieser Strafe verurteilt wird, nicht Staatsangehörige dieses Staates ist und es dieser Staat in Ausführung eines internationalen Vertrags zwischen den beiden Staaten zulässt, dass diese Person in ihr Herkunftsland überstellt wird, um dort ihre Gefängnisstrafe zu verbüßen, muss der Urteilsstaat das Recht auf Leben der Personen schützen, die von der im Rahmen des Überstellungsverfahrens begangenen Straftat betroffen sind (EuGHMR, 26. Mai 2020, *Makuchyan und Minasyan gegen Aserbaidschan und Ungarn*, §§ 195-197).

Wenn ein Akteur eines Staates wegen eines Verbrechens verurteilt wird, das gegen das Recht auf Leben verstößt, kann die folgende Gewährung einer Amnestie oder Begnadigung kaum dem Ziel einer angemessenen Bestrafung dienen. Ganz im Gegenteil müssen Staaten umso strenger sein, wenn sie ihre eigenen Akteure wegen der Begehung schwerwiegender, lebensbedrohlicher Verbrechen bestrafen. In solchen Situationen steht nicht nur die Frage der individuellen strafrechtlichen Verantwortlichkeit der Täter auf dem Spiel, sondern auch die Verpflichtung des Staates, das Gefühl von Straflosigkeit zu bekämpfen, welches die Täter glauben mögen aufgrund ihres Amtes zu genießen (EuGHMR, 26. Mai 2020, *Makuchyan und Minasyan gegen Aserbaidschan und Ungarn*, § 157).

B.17. Nach Artikel 2 Buchstabe e der am 28. September 2001 angenommenen Resolution 1373 (2001) des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen müssen alle Staaten sicherstellen, « dass alle Personen, die an der Finanzierung, Planung, Vorbereitung oder Begehung terroristischer Handlungen oder an deren Unterstützung mitwirken, vor Gericht gestellt werden, dass diese terroristischen Handlungen zusätzlich zu allen sonstigen Gegenmaßnahmen als schwere Straftaten nach ihrem innerstaatlichen Recht umschrieben werden und dass die Strafe der Schwere dieser terroristischen Handlungen gebührend Rechnung trägt ».

Diese Verpflichtung ergibt sich unter anderem aus der Feststellung, dass « jede Handlung des internationalen Terrorismus [...] eine Bedrohung des Weltfriedens und der internationalen Sicherheit [darstellt] » (Präambel der Resolution 1373 (2001)).

B.18.1. In Anwendung des Vertrags vom 11. März 2022 kann der Staat, in dem eine Person verurteilt wurde (« Urteilsstaat »), diese an den anderen Staat (« Vollstreckungsstaat ») überstellen, « um dort ihre Verurteilung zu verbüßen ». Die auf dem Gebiet des Urteilsstaates verurteilte Person kann « zur Verbüßung der Reststrafe, die gegen sie verhängt wurde » in das Gebiet des Vollstreckungsstaates überstellt werden (Artikel 1 Nummern 3 und 4 und Artikel 3 Absatz 2 des Vertrags vom 11. März 2022).

In diesem Vertrag ist präzisiert, dass die zuständigen Behörden des Vollstreckungsstaates « die Vollstreckung der Verurteilung fortführen müssen » (Artikel 11 Absatz 1), dass dieser Staat grundsätzlich « an die rechtliche Art und die Dauer der Sanktion, wie sie in der Verurteilung festgelegt worden sind, gebunden » ist (Artikel 12 Absatz 1) und dass eine eventuelle Anpassung dieser Sanktion « soweit wie möglich » der Strafe entsprechen muss, die durch die zu vollstreckende Entscheidung verhängt worden ist (Artikel 12 Absatz 2). Aus diesem Vertrag geht auch hervor, dass nur der Urteilsstaat das Urteil revidieren darf (Artikel 14).

B.18.2. In dem Vertrag vom 11. März 2022 wird jedoch das Recht des Vollstreckungsstaates bestätigt, der aus dem Urteilsstaat überstellten Person eine Begnadigung, eine Amnestie oder eine Umwandlung der Verurteilung nach seinen Gesetzen zu gewähren (Artikel 13).

B.18.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass es nicht ausgeschlossen werden kann, dass eine Begnadigungs- oder Amnestieentscheidung des Vollstreckungsstaates tatsächlich zur Nichtvollstreckung dieser Strafe führt.

B.19. Jede Überstellung einer in Belgien verurteilten Person an Iran erfordert die ausdrückliche Zustimmung dieser beiden Staaten (Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe f, 6 Absatz 2 und 7 Absatz 2 des Vertrags vom 11. März 2022).

Diese Überstellung kann nur erfolgen, wenn diese Person eingewilligt hat (Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe d, 7 Absatz 2 Buchstabe c und 8 desselben Vertrags; Artikel 1 Absatz 1 Nr. 3 und Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 23. Mai 1990).

B.20.1. Bei den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2022 hat der zuständige Minister erklärt, dass Iran auf verwerfliche « Praktiken » wie Entführungen, « illegale Festnahmen » oder Terrorakte zurückgreife (*Parl. Dok.*, Kammer, 2021-2022, DOC 55-2784/003, S.12), dass Iran ein diktatorisches und « autoritäres Regime » sei, das « keinerlei ethische oder moralische Grundsätze » habe, das « den Terrorismus fördert » (ebenda, SS. 39-40, 50) und das kein verantwortlich handelndes Mitglied der internationalen Gemeinschaft sei (ebenda, S. 54).

B.20.2. Aus der Akte der klagenden Parteien geht hervor, dass das Korrekionalgericht Antwerpen mit einem Urteil vom 4. Februar 2021 Assaddollah Assadi, einen diplomatischen Beamten iranischer Staatsangehörigkeit, wegen der Begehung einer terroristischen Straftat, mit der ein Anschlag auf das Leben anderer verübt wurde, mit anderen Personen verurteilt hat. Aus dieser Gerichtsentscheidung geht hervor, dass diese Person am 1. Juli 2018 im Rahmen einer strafrechtlichen Ermittlung festgenommen wurde, die dieser Verurteilung zugrunde lag. Gemäß einem Entscheid des Appellationshofes Antwerpen vom 10. Mai 2022, der auch in der Akte der klagenden Parteien enthalten ist, hat dieser Verurteilte die Berufung zurückgenommen, die er ursprünglich gegen das Urteil vom 4. Februar 2021 eingelegt hatte.

Sowohl aus diesem Urteil als auch aus dem Entscheid vom 10. Mai 2022 geht hervor, dass diese Person die terroristische Straftat, für die sie verurteilt wurde, als Bediensteter der staatlichen iranischen Nachrichten- und Sicherheitsdienste begangen hat.

Außerdem hat der Rat der Europäischen Union durch den Beschluss (GASP) 2022/152 vom 3. Februar 2022 « zur Aktualisierung der Liste der Personen, Vereinigungen und Körperschaften, für die die Artikel 2, 3 und 4 des Gemeinsamen Standpunkts 2001/931/GASP über die Anwendung besonderer Maßnahmen zur Bekämpfung des Terrorismus gelten, und zur Aufhebung des Beschlusses (GASP) 2021/1192 » Assaddollah Assadi in die Liste der an Terrorakten beteiligten Personen aufgenommen.

Bei den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2022 hat der zuständige Minister erklärt, dass Iran seit der Festnahme dieses diplomatischen Beamten Druck auf Belgien ausgeübt habe (*Parl. Dok.*, Kammer, 2021-2022, DOC 55-2784/003, S. 53).

B.20.3. Bei den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2022 hat der zuständige Minister auch erklärt, dass es wenig wahrscheinlich sei, dass Personen iranischer Staatsangehörigkeit, die in Belgien wegen « gemeinrechtlicher Taten » verurteilt und inhaftiert worden seien, in eine Überstellung an ihren Herkunftsstaat einwilligen (ebenda, S. 40).

B.21. Angesichts des Vorstehenden weiß Belgien oder muss Belgien wissen, dass in dem Fall, dass Iran und Belgien sich in Ausführung des Vertrags vom 11. März 2022 auf die Überstellung einer Person iranischer Staatsangehörigkeit, die von den belgischen Gerichtshöfen und Gerichten verurteilt wurde, weil sie mit Unterstützung von Iran eine terroristische Straftat, mit der ein Anschlag auf das Leben anderer verübt wurde, begangen hat, in das Hoheitsgebiet von Iran verständigen, Iran diese Strafe unter Anwendung von Artikel 13 dieses Vertrags nicht wirksam vollstrecken wird.

B.22. Insofern er die Überstellung einer Person, die von den Gerichtshöfen und Gerichten verurteilt wurde, weil sie mit Unterstützung von Iran eine terroristische Straftat begangen hat, an Iran ermöglicht, scheint der Vertrag vom 11. März 2022, zu dem Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 die Zustimmung erteilt, nach einer ersten Prüfung das Recht auf Leben zu verletzen, wie es in Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention anerkannt ist.

B.23. Der erste Klagegrund ist ernsthaft.

Was die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils, die die unmittelbare Anwendung des Gesetzes in sich bergen könnte, betrifft

B.24.1. Durch die einstweilige Aufhebung einer Gesetzesbestimmung durch den Gerichtshof soll es vermieden werden können, dass der klagenden Partei ein ernsthafter Nachteil aus der unmittelbaren Anwendung dieser Bestimmung entsteht, der im Fall ihrer Nichtigerklärung nicht oder nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.24.2. Aus Artikel 22 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 geht hervor, dass zur Erfüllung der zweiten in B.12 erwähnten Bedingung die Person, die Klage auf einstweilige Aufhebung erhebt, in ihrer Klageschrift konkrete und präzise Fakten darlegen muss, die hinlänglich beweisen, dass die unmittelbare Anwendung der Gesetzesbestimmung, deren Nichtigerklärung sie beantragt, ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zu verursachen droht.

Diese Person muss insbesondere den Nachweis des Bestehens des Risikos eines Nachteils, seiner Schwere und des Zusammenhangs dieses Risikos mit der Anwendung der angefochtenen Gesetzesbestimmungen erbringen.

B.25.1. Wie in B.6 und B.7 erwähnt, verfügen die ersten zehn klagenden Parteien über verschiedene Rechte und Garantien im Zusammenhang mit der Vollstreckung der Strafe einer Person iranischer Staatsangehörigkeit.

Aus einer ersten Prüfung der Akte geht hervor, dass die letztgenannte Person die Bedingungen für eine Überstellung, die in Artikel 4 Absatz 1 des Vertrags vom 11. März 2022, zu dem Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 die Zustimmung erteilt, sowie in Artikel 1 des Gesetzes vom 23. Mai 1990 aufgeführt sind, erfüllen könnte.

B.25.2. Wie in B.8 erwähnt, hätte die Überstellung dieser Person in Anwendung des Vertrags vom 11. März 2022 an Iran zur Folge, dass diese klagenden Parteien diese Rechte und Garantien verlieren würden.

Wie in B.21 und B.22 erwähnt, stellt die Möglichkeit, dass eine Person, die von den Gerichtshöfen und Gerichten verurteilt wurde, weil sie mit Unterstützung von Iran eine terroristische Straftat begangen hat, um einen Anschlag auf das Leben anderer zu verüben, an Iran überstellt wird, außerdem eine Verletzung des Rechts auf Leben dieser Personen dar. Die Art dieser Maßnahme hat zur Folge, dass diese Verletzung nicht wiedergutzumachen ist.

Dieser Verlust und diese Verletzung des Rechts auf Leben würden für diese Personen einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil darstellen, der sich aus der Anwendung des genannten Vertrags ergibt, zu dem die angefochtene Gesetzesbestimmung die Zustimmung erteilt.

B.26.1. Nach Artikel 22 Absatz 1 des Vertrags vom 11. März 2022 tritt dieser dreißig Tage nach « Austausch der Ratifikationsurkunden auf diplomatischem Wege » in Kraft.

B.26.2. Wenn der Vertrag vom 11. März 2022 in Kraft getreten ist, kann eine etwaige Überstellung der in B.25.1 genannten Person erst stattfinden, wenn alle Etappen des durch die Artikel 3 bis 8 dieses Vertrags sowie durch die Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 23. Mai 1990 beschriebenen Verfahrens durchlaufen wurden.

Der Ministerrat hat diesbezüglich dem Gerichtshof ein Ministerielles Rundschreiben « über die staatliche Überstellung von verurteilten Personen von Belgien ins Ausland », das 2001 vom Minister der Justiz unterzeichnet wurde und in dem das von den zuständigen belgischen Behörden zu verfolgende Verfahren im Einzelnen aufgeführt ist, vorgelegt.

Dieser Vertrag, dieses Gesetz und dieses Rundschreiben erlauben es dem Gerichtshof nicht, ausreichend präzise die Zeit, die notwendig wäre, um alle Etappen eines etwaigen Überstellungsverfahrens der in B.25.1 erwähnten Person zu durchlaufen, zu beurteilen.

B.26.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die in B.25.1 erwähnte Person in Anwendung des Vertrags vom 11. März 2022, zu dem Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 die Zustimmung erteilt, an Iran überstellt werden könnte, bevor der Gerichtshof in der Lage gewesen ist, sich zur Klage auf Nichtigerklärung dieses Gesetzes zu äußern.

Es ist somit erwiesen, dass aus der unmittelbaren Anwendung dieses Gesetzes den ersten zehn klagenden Parteien der in B.25.2 beschriebene Nachteil entstehen könnte.

B.27. Es ist auch festzustellen, dass weder der Vertrag vom 11. März 2022 noch das Gesetz vom 23. Mai 1990 noch irgendein anderes Gesetz es diesen klagenden Parteien garantiert, dass sie über das Vorhandensein und die Entwicklung eines etwaigen Überstellungsverfahrens der in B.25.1 erwähnten Person an Iran oder über das Vorhandensein einer in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen positiven belgischen Entscheidung zu dieser Überstellung informiert werden.

Die in der vorliegenden Rechtssache klagenden Opfer wären folglich nicht in der Lage, eine wirksame Beschwerde gegen eine solche Entscheidung einzulegen, zumal der Staatsrat bereits mehrmals entschieden hat, dass er nicht zuständig ist, um über eine Beschwerde gegen eine in Anwendung des Gesetzes vom 23. Mai 1990 getroffene ministerielle Überstellungsentscheidung zu befinden (StR, 14. Juni 2010, Nr. 205.129; 12. Januar 2012, Nr. 217.205; 14. August 2014, Nr. 228.202; 25. Oktober 2016, Nr. 236.252).

B.28. Die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils, der aus der unmittelbaren Anwendung des Vertrags vom 11. März 2022, zu dem Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 die Zustimmung erteilt, entstehen könnte, ist erwiesen.

In Bezug auf die Tragweite der einstweiligen Aufhebung

B.29. Die Bestimmungen eines internationalen Vertrags bilden ein untrennbares Ganzes.

Die Zustimmung zu einem internationalen Vertrag ist ein unteilbarer Akt, mit dem die gesetzgebende Gewalt ihre Zustimmung zu sämtlichen Bestimmungen dieses Vertrags erteilt.

Da der Gerichtshof aus den in B.15 bis B.22 angegebenen Gründen der Auffassung ist, dass der erste Klagegrund ernsthaft ist und dass der Nachweis der Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils erbracht ist, ist Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 zur Zustimmung zum Vertrag vom 11. März 2022 einstweilig aufzuheben, insofern dieser Vertrag die Überstellung einer Person, die von den Gerichtshöfen und Gerichten verurteilt wurde, weil sie mit Unterstützung von Iran eine terroristische Straftat begangen hat, an Iran ermöglicht.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

hebt Artikel 5 des Gesetzes vom 30. Juli 2022 « zur Zustimmung zu folgenden internationalen Rechtsakten: (1) Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Indien über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Brüssel am 16. September 2021, und (2) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Rechtshilfe in Strafsachen, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, und (3) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und den Vereinigten Arabischen Emiraten über die Auslieferung, abgeschlossen in Abu Dhabi am 9. Dezember 2021, und (4) Vertrag zwischen dem Königreich Belgien und der Islamischen Republik Iran über die Überstellung verurteilter Personen, abgeschlossen in Brüssel am 11. März 2022, und (5) Protokoll vom 22. November 2017 zur Änderung des Zusatzprotokolls zum Übereinkommen über die Überstellung verurteilter Personen, unterzeichnet am 7. April 2022 in Straßburg », insofern der Vertrag vom 11. März 2022 zwischen dem Königreich Belgien und der Islamischen Republik Iran über die Überstellung verurteilter Personen die Überstellung einer Person, die von den Gerichtshöfen und Gerichten verurteilt wurde, weil sie mit Unterstützung von Iran eine terroristische Straftat begangen hat, an Iran ermöglicht, einstweilig auf.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 8. Dezember 2022.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

P. Nihoul